

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION ANTI COVID-19 DÈS JANVIER :

«La décision de Tebboune donne de l'espoir aux Algériens.»

Bonne nouvelle. Le chef du Gouvernement, Abdelaziz Djerad et les membres du Comité scientifique du suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus se réuniront pour choisir dans quelques jours, au plus tard une semaine un «vaccin adéquat anti Covid-19», afin de commencer la campagne de vaccination, dès janvier prochain, en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. **p.2**



© Photo : D.R.



Le dossier sur la table du Gouvernement demain
Des solutions en faveur des contrats de pré-emploi sont attendues **p.2**

EXPLOITATION DU SOLAIRE
L'Algérie va débiter un ambitieux programme dès 2021 **p.4**



AIR ALGÉRIE

Le rapatriement depuis le Royaume-Uni suspendu **p.2**

Chiffre du jour

Accidents de la route : 3 décès et 134 blessés durant les dernières 24 heures

Gestion des déchets

Les textes réglementaires bientôt finalisés

Le ministère de l'Environnement est en voie de finalisation des textes réglementaires relatifs à l'intégration des jeunes porteurs de projets ou initiateurs de micro-entreprises dans la dynamisation de la gestion des déchets

Energie solaire

L'Etat compte installer 1.000 MW en 2021

L'Etat ambitionne de réaliser 1.000 mégawatts (MW) d'installations solaires en 2021 à travers le pays afin de parvenir à 15.000 MW d'ici 2035, a indiqué hier lundi à Alger le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour.



Intempéries à Jijel

Effondrement partiel du pont de l'Oued El Kantara

Les fortes pluies orageuses qui se sont abattues dans la wilaya de Jijel, dans la nuit de dimanche à lundi, ont provoqué un effondrement partiel du pont de Oued El Kantara, à l'entrée Est de la wilaya, et emporté 18 véhicules touristiques et utilitaires, a-t-on appris du chef de service de la prévention de la direction locale de la Protection civile, le commandant Salah Laâradj.

Lancement de la campagne de vaccination anti Covid-19 dès janvier

«La décision de Tebboune donne de l'espoir aux Algériens»

Bonne nouvelle. Le chef du Gouvernement, Abdelaziz Djerad et les membres du Comité scientifique du suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus se réuniront pour choisir dans quelques jours, au plus tard une semaine un «vaccin adéquat anti-Covid-19», afin de commencer la campagne de vaccination, dès janvier prochain, en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

En effet, dans un message publié dimanche dernier sur son compte Twitter, le Président Tebboune, qui est en convalescence en Allemagne, a sommé le Premier ministre «de présider sans délais une réunion avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus pour choisir le vaccin adéquat anti Covid-19 et de lancer la campagne de vaccination à partir de janvier prochain». «Cette décision a donné de l'espoir aux Algériens et profitera au domaine de la santé», a déclaré, hier, le Pr Mohamed Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique, dans un passage sur la radio nationale.

A l'issue de cette réunion M. Djerad et les membres de ce Comité vont trancher sur le nom du vaccin anti Covid-19 qui sera importé, selon les conditions fixées au préalable par l'Etat. C'est ce qu'a d'ailleurs affirmé, quelques jours plutôt, le Premier ministre, lors d'une visite de travail à l'intérieur du pays où il a assuré aux médias que «l'Algérie accueillera le vaccin anti-coronavirus présentant des garanties certaines, d'où l'impératif d'éviter toute précipitation ou décision aléatoire».

Aucun effort n'a été ménagé par les autorités algériennes qui s'emploient depuis des mois pour l'acquisition d'un vaccin contre le Covid-19. Depuis l'annonce de l'enregistrement d'un premier vaccin anti Covid-19 par la Russie, baptisé Sputnik V, et la mise au point de plusieurs autres vaccins dont l'efficacité semble de plus en plus satisfaisante, l'Algérie multiplie les concertations et les négociations afin d'acheter le vaccin le plus «fiable». Le vaccin contre le Coronavirus sera «forcément gratuit pour tous», a affirmé la semaine dernière, le mi-



Le vaccin contre le Coronavirus sera «forcément gratuit pour tous». (Photo: D.R)

ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, qui a réitéré à l'occasion «la dé-

Les vaccins restent efficaces contre la nouvelle variante du Covid-19

L'OMS appelle à «renforcer le contrôle et les restrictions»

«L'inquiétude et la peur montent en Europe après la découverte d'une nouvelle souche, plus contagieuse et surtout «hors de contrôle» du Covid-19, selon le ministre de la Santé de la Grande Bretagne, Matt Hancock, qui a appelé à la prudence. Prenant les devants, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas et la France ont décidé de fermer les frontières et de suspendre les vols avec ce pays, et ce, à quelques jours des fêtes d'années. Ils ont même mis en place de nouvelles mesures de contrôle pour éviter un drame sanitaire après la période des fêtes. Une démarche que préconise l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui a appelé à «renforcer le contrôle».

Cette nouvelle découverte inattendue et surtout préoccupante justifie la mise en place de nouvelles mesures restrictives par plusieurs gouvernements européens qui craignent la propagation de ce virus au-delà des frontières britanniques. Sachant que l'Italie a détecté dimanche dernier un cas présentant des signes de la nouvelle variante du Covid-19. Pensant trouver un antidote contre le Coronavirus après un an de lutte intensive contre sa progression dans le monde et à deux semaines de la fin de l'année 2020, les épidémiologistes découvrent une nouvelle forme ou mutation plus virulente de ce virus qui a mis le monde entier à genoux. Cette nouvelle souche n'impactera pas, en revanche, l'efficacité du vaccin anti Covid-19, selon les experts de l'Union européenne qui ont conclu que «les vaccins actuels contre le Coronavirus restaient efficaces face à la nouvelle variante du Covid-19 repérée notamment en Grande-Bretagne», a assuré avant-hier soir, le gouvernement allemand qui a voulu rassurer les populations du monde, notamment, européenne de la fiabilité du vaccin mis en place par les laboratoires Pfizer et bionTech, en particulier.

Pour anticiper une troisième vague du Coronavirus plus dangereuse, le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel se sont penchés sur cette nouvelle variante du Coronavirus afin de mettre en place les mesures nécessaires pour éviter son éclosion dans leurs pays respectifs.

«Hors du territoire britannique, une poignée de cas ont été rapportés au Danemark (9), ainsi qu'un cas aux Pays-Bas et en Australie», a indiqué l'OMS qui, toutefois, met en garde contre l'éventuelle progression de cette nouvelle variante au niveau mondial, insistant sur l'impératif «d'accroître leurs (capacités de) séquençage du virus avant d'en savoir plus sur les risques posés par la variante», estimant qu'«outre des signes préliminaires que la variante pourrait être plus contagieuse, la variante britannique pourrait aussi affecter l'efficacité de certaines méthodes de diagnostic». «Il n'y a en revanche aucune preuve d'un changement de la gravité de la maladie à ce stade», a-t-elle averti. En attendant de mesurer la dangerosité et les risques posés par cette nouvelle souche, tous les pays du monde, y compris l'Algérie, doivent prendre leurs actions de prévention et de sécurité contre le Coronavirus. Les pays du monde entier prévoient de suspendre toutes liaisons aériennes avec l'Angleterre.

Samira Takharboucht

marche prudentielle de l'Algérie quant au choix de ce produit».

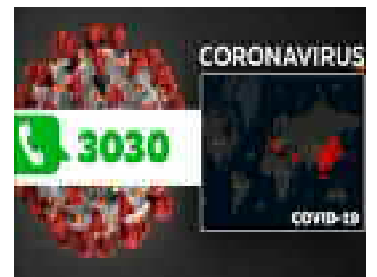
«Les instructions données par le Président Tebboune au Premier ministre afin de choisir un vaccin adéquat et lancer dès le mois de janvier 2021 la campagne de vaccination de la population, a donné de l'espoir aux Algériens», a fait savoir, hier, dans une déclaration à la radio nationale, le Pr Bekkat Berkani, membre du Comité du suivi de l'évolution de la pandémie. Optimiste et satisfait quant à l'amélioration de la situation épidémique grâce aux efforts des pouvoirs publics et l'implication des citoyens dans la lutte contre le Coronavirus qui sévit depuis presque neuf mois, le Pr Berkani a qualifié cette décision de «raisonnable», affirmant qu'elle «a donné de l'espoir aux Algériens et profitera au secteur de la santé». Suite aux instructions du président de la République, le Comité scientifique ad hoc et le gouvernement vont travailler sérieusement pour choisir un vaccin anti Covid-19 approprié afin d'entamer le processus de la vaccination de la population à partir du mois de janvier 2021».

Dans le même temps, il a réitéré l'impératif de respecter les mesures de préventions et de sécurités mises en place par les pouvoirs publics en attendant le début de la vaccination.

Des restrictions sanitaires qui ont évité au pays une situation dramatique. Depuis quelques jours, l'Algérie enregistre une baisse notable dans le nombre de contaminations au Covid-19 et même des hospitalisations. Toutefois, la vigilance est toujours de mise avec la découverte, notamment, d'une nouvelle variante plus active et virulente du virus en Europe. Le total des cas confirmés des malades de Coronavirus en Algérie s'élève à 95.203 dont 2.666 cas de décès, alors que le nombre de patients guéris est passé à 63.260, selon les dernières statistiques en date de ministère de la Santé. Les premières doses du vaccin anti Covid-19 qui sera choisi par le Comité scientifique ad hoc et les pouvoirs publics seront disponibles dès le mois de janvier prochain. Arrivée à l'étape de vaccination signifie le début de la fin d'une longue et rude lutte contre le Coronavirus. Un vaccin attendu impatiemment par la majorité des citoyens.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com



REPÈRE

Air Algérie

Le rapatriement depuis le Royaume-Uni suspendu

Les opérations de rapatriement des ressortissants algériens bloqués au Royaume-Uni à cause de pandémie de la Covid-19, sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Cette décision est motivée par l'avènement d'une nouvelle souche du Coronavirus dans ce pays. Ainsi, aucun vol de rapatriement des Algériens bloqués sous ses cieux ne sera opéré par la compagnie aérienne nationale Air Algérie.

La décision a été annoncée hier par le secrétaire général d'Air Algérie, Réda Toubal, qui s'exprimait sur la chaîne Echourouk News TV. «La santé du citoyen passe avant et que là où il y a danger, Air Algérie ne s'y rendra pas», a-t-il dit en réponse à une question de savoir si l'Algérie va rapatrier, quand-même, les Algériens bloqués ailleurs après l'apparition d'une nouvelle souche du coronavirus «plus contagieuse», selon les spécialistes.

L'Algérie n'est pas le seul pays à prendre une telle décision puisque la découverte d'une nouvelle variante «hors de contrôle» du Coronavirus au Royaume-Uni a poussé dimanche plusieurs pays européens dont l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Irlande, à suspendre leurs liaisons avec ce pays. Selon l'AFP citant une source gouvernementale, «la décision de l'Allemagne d'interrompre ses liaisons avec le Royaume-Uni, qui ne concerne pour l'heure que les vols et qui pourrait être adoptée par l'ensemble de l'UE, doit être officialisée dans les prochaines heures». On précise de même source, que les Etats européens discutaient en parallèle d'une réponse commune concernant les liaisons maritimes, ferroviaires et routières.

R.Z.

Le dossier sur la table du Gouvernement demain

Des solutions en faveur des contrats de pré-emploi sont attendues

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a annoncé, dimanche depuis Médéa que le Gouvernement examinera lors de sa réunion de mercredi prochain, une proposition relative au «règlement du dossier des contrats de pré-emploi», ajoutant que le nouveau cahier des charges régissant les zones industrielles (ZI) sera connu en début 2021.

Lors de son intervention sur les ondes de la radio locale de Médéa au terme de sa visite dans cette wilaya, M. Djerad a indiqué que «le Gouvernement examinera mercredi prochain lors de sa réunion une proposition qui sera présentée par le ministre du Travail pour parvenir à des solutions en faveur du dossier des contrats de pré-emploi».

A cette occasion, le Premier ministre a affirmé que le «Gouvernement œuvrera à la révision de l'organisation des zones industrielles, à la faveur d'un nouveau cahier des charges qui sera révélé en début de l'année prochaine, en vertu duquel le foncier industriel ne sera attribué qu'aux in-



■ M. Djerad a appelé à donner la chance aux jeunes, d'autant que l'avenir de l'Algérie est entre les mains de sa jeunesse. (Photo : D.R)

vestisseurs réels». Evoquant les zones d'ombres, M. Djerad a insisté sur le fait de ne pas «déna-turer la réalité» concernant ces zones auxquelles le Président Tebboune avait insufflé une véritable dynamique depuis sa réunion avec les walis, précisant que «le développement est étroitement lié au principe de priorités».

«L'Algérie nouvelle n'est pas un slogan vain, mais plutôt une réalité tangible dont les objectifs supérieurs sont contenus dans le programme d'action du Président Tebboune et le Plan d'action du Gouvernement», cependant il faut travailler pour opérer le change-

ment. Au sujet de la pandémie de la Covid-19, le Premier ministre a réaffirmé que l'Algérie, depuis le début, avait fait face à ce virus à la faveur d'une approche scientifique «mise en œuvre par un Comité scientifique», ajoutant que «les réalisations de l'Algérie ont été saluées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)», ajoutant qu'en dépit de la baisse du nombre de contaminations, «nous devons rester vigilants pour poursuivre la lutte contre cette pandémie dont le meilleur traitement demeure la prévention et le respect des gestes barrières». Rappelant les contacts établis, ces derniers mois, avec des la-

boratoires de production du vaccin anti Covid-19, il a fait savoir que l'Algérie voulait assurer les meilleures conditions pour acquérir ce vaccin qui sera prochainement disponible.

Après avoir affirmé que la majorité des membres du Gouvernement sont des «enseignants universitaires» et que le Gouvernement a hérité de «cumuls», M. Djerad a appelé à donner la chance aux jeunes, d'autant que l'avenir de l'Algérie est entre les mains de sa jeunesse. Par ailleurs, le Premier ministre a promis d'aider les équipes sportives souffrant de difficultés financières en fonction des capacités disponibles.

Par ailleurs, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad a affirmé que sa visite de travail menée dimanche dans la wilaya de Médéa était empreinte d'un climat «plein d'optimisme», soulignant avoir inauguré plusieurs ouvrages dont «le bitumage de la route Alger-Tamanrasset», à même d'ouvrir «des perspectives économiques vers le continent africain».

«Depuis les hauteurs de Médéa, capitale de la wilaya IV historique, j'ai effectué une visite empreinte d'un climat plein d'optimisme et je me suis réjoui de l'enthousiasme des agriculteurs propriétaires de vergers et j'ai découvert les créations des artisans», a tweeté M. Djerad. Et d'ajouter : «Aujourd'hui, nous avons bitumé la route Alger-Tamanrasset pour que notre réseau routier s'élargisse avec des perspectives prometteuses vers le continent africain.

Djamila Sai

BRÈVE

Octroi du droit d'exploitation à des compagnies étrangères

Le ministère des Transports dément

Le ministère des Transports a démenti, dimanche dans un communiqué, les informations relayées par des médias sur l'octroi du droit d'exploitation des prestations du transport aérien pour les vols domestiques au profit de compagnies étrangères, affirmant que cela serait contraire à la loi en vigueur.

Dans son communiqué, le ministère des Transports a réagi «aux fausses déclarations tendancieuses relayées par certains médias, relatives au projet de création d'une compagnie de transport aérien pour les vols domestiques et à l'amalgame constaté concernant l'identité de cette compagnie et la nature de ses activités».

Ainsi, le ministère des Transport tient à rappeler qu'en vertu de l'article 112 des dispositions de la Loi n° 98-06 du 27 juin 1998, modifiée et complétée, fixant les règles générales relatives à l'aviation civile, l'exploitation des prestations du transport aérien pour les vols domestiques de transport public «ne peut se faire que par des entreprises de droit algérien». Le ministère affirme également que l'octroi du droit d'exploitation de ces services au profit de compagnies étrangères, «n'a été mentionné ni dans le programme du président de la République, ni même dans le Plan d'action du Gouvernement qui s'emploie, à travers un éventail de mesures, à renforcer la performance de la compagnie aérienne nationale algérienne Air Algérie et valoriser son rôle au plan international».

Agence

Coopération algéro-chinoise

Hisser le partenariat à un haut niveau et réaliser davantage de profits aux deux peuples

L'Algérie et la Chine aspirent à hisser leurs relations diplomatiques qui ont atteint la phase de partenariat stratégique global, aspirent à les hisser à un haut niveau et à réaliser davantage de profits aux deux peuples notamment, leur coopération, exemplaire, face à l'épidémie du nouveau Coronavirus (Covid-19). Depuis l'établissement de leurs relations, un certain dimanche 20 décembre 1958, l'Algérie et la Chine s'étaient engagées au principe du respect mutuel et de l'intérêt réciproque, ont œuvré à redonner vie à leurs relations bilatérales à travers les communications et la coopération, continue et étroite, et s'étaient toujours entr aidés dans les questions d'intérêt commun.

Après l'indépendance de l'Algérie, la coopération entre ces deux pays s'était développée, la Chine ayant envoyé des aides humanitaires et un staff médical à l'Algérie qui en était parmi les premiers pays africains à reconnaître la République populaire de Chine, défendant, vivement, la campagne chinoise pour que ce pays soit reconnu à l'ONU. Depuis, les deux

pays ont maintenu le contact et la coordination, étroite, à l'égard des questions régionales et internationales, dès lors qu'ils soutiennent le pluralisme et les causes justes et préservent les droits et les intérêts légitimes des pays en développement.

Lors d'une entrevue qu'il a accordé au mois d'avril dernier à des médias nationaux, le Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune avait indiqué que l'Algérie et la Chine sont liées par une relation de forte amitié remontant à la période de la Guerre de libération et s'est poursuivie après l'indépendance. Rappelant, à l'occasion, la bataille acharnée menée par l'Algérie pour l'adhésion de la Chine à l'Organisation des Nations unies (ONU) et leurs accords stratégiques signés dans plusieurs domaines. Historiquement, la Chine était le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) après sa proclamation en 1958.

Récemment, l'ambassadeur de Chine en Algérie a mis en avant la détermination, commune, des dirigeants des deux pays à réaliser

une grande intégration économique. «Ces relations, qui s'étendent à plus d'un demi-siècle, connaissent une nouvelle étape de coopération entre les deux pays contre la pandémie, et notamment sur la crise libyenne et la défense conjointe des mêmes principes dans le cadre de la solidarité avec l'Afrique», a indiqué le chef de la diplomatie chinoise qui avait prévu, récemment, à ce que les relations algéro-chinoises soient plus brillantes à l'avenir. Compte tenu, a-t-il dit, des nombreux éléments qui renforcent ces relations, notamment après l'étroite coopération entre les deux pays pour faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19) qui a touché tous les pays depuis la fin 2019.

La Chine, a-t-il poursuivi, apprécie hautement le rôle important que joue l'Algérie dans sa guerre contre le terrorisme et dans la gestion des affaires de sécurité régionale, et soutient ses efforts pour jouer un rôle constructif dans la résolution des questions sensibles au niveau régional à l'instar des questions de la Libye et du Mali.

Rabah Mokhtari

DROITS DE L'HOMME

Solidarité humaine

La communauté internationale appelée à être plus solidaire

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a appelé, avant-hier dimanche, la communauté internationale à être plus solidaire avec les peuples opprimés encore sous emprise coloniale, à l'instar des peuples palestinien et sahraoui, pour leur permettre d'exercer leurs droits à l'indépendance et à l'autodétermination.

Rappelant, à l'occasion, la solidarité agissante du peuple et de l'Etat algériens avec ces peuples. Dans un communiqué rendu public à l'occasion de la Journée internationale de la solidarité humaine, célébrée le 20 décembre, le CNDH a également exhorté la communauté internationale à faire preuve de solidarité humaine dans la lutte contre l'épidémie du Coronavirus (Covid-19), afin, lit-on à travers ce communiqué, de garantir des vaccins efficaces de manière équitable pour en faire profiter les pays de la Méditerranée et ceux à faibles revenus, en concrétisation de cette noble valeur.

La crise sanitaire induite par le nouveau Coronavirus (Covid-19), a poursuivi la même source, a démontré, clairement, l'importance de la solidarité et de l'entraide dans la lutte contre cette épidémie. Notamment, a ajouté le CNDH dans son communiqué, envers les catégories vulnérables, précisant que la solidarité humaine est une valeur profondément ancrée dans les traditions et la culture du peuple algérien et son patrimoine civilisationnel.

Le Conseil a, en outre, appelé les acteurs de la société civile à promouvoir la valeur de solidarité pour en faire un mécanisme de travail ancré dans la vie quotidienne en vue de prêter main forte aux catégories vulnérables en toutes circonstances et éradiquer la pauvreté. Incitant, à l'occasion, les jeunes à réfléchir à de nouveaux moyens efficaces pour ancrer la culture de solidarité dans la société, en vue de la faire valoir notamment en temps de crises et de catastrophes.

Fin novembre dernier, soit à la veille de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), avait appelé tous les acteurs institutionnels et non institutionnels à avoir un rôle plus actif et important en matière de prévention contre la violence à l'égard des femmes. A travers, avait indiqué un communiqué du CNDH, l'organisation de campagnes de sensibilisation et de formation autour de ce thème. Insistant, au passage, sur l'importance pour tous les acteurs institutionnels et non institutionnels de jouer un rôle plus important en matière de surveillance et de prévention contre la violence à l'égard des femmes.

R.M.

Investissements énergétiques en Algérie

Des recettes de 43 milliards de dollars en 2020-2024

Une étude de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep) révèle les chiffres que pourra encaisser l'Algérie, avec ses investissements dans le domaine de l'énergie en 2020-2024.

Dans son rapport sur les premières répercussions de la pandémie du Covid-19 sur les investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie, l'Opaep fait savoir que les investissements énergétiques de l'Algérie devraient totaliser 43,1 milliards de dollars en 2020-2024, ce qui la placera en 6^{ème} position du classement des pays membres de cette organisation.

Il ressort de l'étude, réalisée sur la base des données de la Société arabe des investissements pétroliers (Apicorp) et publiée sur le site Internet de l'Opaep, que «les investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres de l'Opaep au cours de la période 2020-2024 totaliseront 592 milliards de dollars, dont 246,5 milliards de dollars d'investissements engagés et 344,9 milliards de dollars d'investissement prévus». Les Etats membres ont été impactés, comme tous les pays du monde, par la pandémie de la Covid-19 dont les profondes répercussions resteront palpables pendant longtemps dans tous les aspects de la vie, et notamment dans le secteur de l'énergie, a indiqué l'Opaep, expliquant que la pandémie impactera les investissements énergétiques dans le monde et dans les Etats membres.

En termes de répartition du volume des investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres, l'Opaep a précisé, dans son étude, que l'Arabie saoudite représentait le plus grand investisseur dans le domaine de l'énergie, avec des investissements qui devraient totaliser durant la période considérée (2020-2024) 129,8 milliards de dollars, dont 55,1 milliards de dollars au titre des projets engagés et 74,7 milliards de dollars au titre des projets prévus.

Les Emirats arabes unis (EAU) arrivent en deuxième position, avec un total d'investis-



Les Etats membres ont été impactés, comme tous les pays du monde, par la pandémie de la Covid-19 dont les répercussions resteront palpables pendant longtemps. (Photo : DR)

sements de 117,5 milliards de dollars, dont 50,9 milliards de dollars au titre des projets engagés et 66,6 milliards de dollars au titre des projets prévus.

De son côté, l'Egypte arrive en troisième position avec un total d'investissements de 100,2 milliards USD, suivie par l'Irak (93,2 milliards USD), le Qatar (43,8 milliards USD), l'Algérie (43,1 milliards USD), puis le Koweït (40,2 milliards USD), Bahreïn (11,1 milliards USD) et la Libye (9,7 milliards USD), en sus de la Tunisie (3,4 milliards USD).

S'agissant des investissements par secteurs énergétiques, l'organisation indique que l'industrie pétrolière occupe la première place, avec des investissements s'élevant à 189 milliards USD, soit 31,9 % du total d'investissements énergétiques dans les pays de l'Opaep. Le secteur de l'électricité arrive en deuxième position avec un total d'investissements de 185,2 milliards USD, suivie par l'industrie du gaz (137,7 milliards USD), puis l'industrie chimique (78,7 milliards USD).

Quant à l'industrie pétrolière, l'Irak a occupé

la première place avec total d'investissements de 59,6 milliards USD, puis les EAU (45,7 milliards USD), l'Arabie saoudite (31,3 milliards USD), l'Algérie (15,8 milliards USD), et le Qatar (10,6 milliards USD).

Pour les investissements dans le secteur de l'électricité, l'Arabie saoudite vient en tête avec un total de 41,1 milliards USD, puis les EAU (40,8 milliards USD), l'Egypte (38,8 milliards USD) et le Koweït (20,7 milliards USD), suivi de l'Algérie (17,8 milliards USD) et l'Irak (14 milliards USD). Concernant les prévisions d'investissement dans le secteur gazier au Moyen-Orient et Nord d'Afrique (2020-2024), l'Opep a précisé que le dernier rapport de l'Apicorp fait état d'une stabilité en 2020 par rapport à 2019.

Une stabilité enregistrée, ajoute le rapport, en dépit de la baisse de la demande mondiale sur le gaz de plus de 4%/an, contrairement à 2019 où les décisions d'investissement dans les projets GPL ont battu des records.

Djamila Sai

FEUILLE DE ROUTE

Exportation du ciment

Rezig trace une nouvelle feuille de route

Après une série de rencontres avec les opérateurs économiques et industriels dans le ciment, le ministre du Commerce Kamel Rezig trace une nouvelle feuille de route destinée à la prise en charge des préoccupations soulevées par ces opérateurs.

Selon un communiqué du ministère du Commerce, la réunion a été consacrée à l'examen des différentes difficultés rencontrées par les exportateurs, notamment en termes de logistique et les entraves relevées au niveau des ports. Il s'agit également de la problématique du transport terrestre vers les pays voisins, et le passage par les postes frontaliers. Le ministre a abordé également lors de la réunion l'accompagnement et les mesures incitatives accordées par le Gouvernement aux entreprises exportatrices, précise la même source.

La rencontre a été sanctionnée par l'élaboration d'une feuille de route destinée à prendre en charge, dans les plus brefs délais, des préoccupations soulevées par les opérateurs économiques, a précisé la même source.

Le ministère du Commerce avait amorcé une série de rencontres de concertation et de coordination avec les représentants des différentes filières de la production nationale, en application des recommandations prévues dans le plan de relance économique du Gouvernement, notamment en ce qui a trait à la promotion et à la diversification des exportations hors hydrocarbures, et ce, dans le but de prendre en charge les préoccupations des entreprises exportatrices, en essayant de leur apporter les solutions idoines.

Il convient de rappeler que le ministre du Commerce a fait part le mois d'octobre passée à Biskra, d'une rencontre au niveau du ministère avec les opérateurs industriels dans le ciment, dans l'objectif de déterminer les obstacles, ainsi que les voies à même d'exploiter les marchés mondiaux et d'y accéder avec le label made in Algeria.

Ainsi, lors d'une opération d'exportation d'une cargaison de 5.000 tonnes de ciment produit par l'entreprise de ciment «Silas» vers le Niger, M. Rezig a exhorté les opérateurs «à augmenter le volume de la production destinée à l'exportation». Il a assuré à cet effet, l'ouverture des frontières terrestres et maritimes, ainsi que de toute l'aide et de tout l'accompagnement qui leur seront fournis.

A l'occasion, le ministre a affirmé que «l'Algérie parie sur l'exportation d'un surplus de production de ciment, estimé à 20 millions de tonnes». «Le surplus de production sera exporté et garantira, ainsi, une rentrée d'argent s'élevant à 900 millions USD», a-t-il fait savoir avant d'ajouter que «son département ministériel a déterminé 10 domaines de production au niveau national, dont l'exportation du ciment, comme stratégie au titre de l'année 2021». Selon lui, «l'Algérie dispose de potentiels industriels de plus de 40 millions de tonnes annuellement», soulignant que le pays a besoin de 20 à 22 millions de tonnes pour satisfaire des besoins locaux.

Manel Z.

Exploitation du solaire

L'Algérie va débiter un ambitieux programme dès 2021

En terme de développement des énergies renouvelable, c'est l'heure de rattraper le retard, en se basant sur la formation d'élite comme étant des défenses humanitaires, a indiqué le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, M. Chems-Eddine Chitour.

Constatant que le pays semble dans le passé avoir «tourné le dos» à cet énorme potentiel, en se focalisant sur l'exploitation des énergies fossiles, M. Chitour considère qu'il devient urgent d'aller vers la transition énergétique, en levant les blocages dus aux «anciennes habitudes» et aux comportements de «bêtise». Pour celui-ci, «plus que jamais, nous devons sortir des temps morts et aller vers la transition énergétique», soulignant que «les 52 dollars actuels affichés pour un baril de brut, ne doit pas laisser croire que nous sommes sortis de l'ornière».

Intervenant hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, le ministre M. Chems-Eddine Chitour a indiqué que «le pays est en phase délicate et il ne peut pas continuer à consommer l'équivalent de 300 millions de dollars». Il a fait part, à ce propos, d'une stratégie de la transition énergétique qui consiste d'abord à lutter contre le gaspillage par l'entremise d'économies d'énergie, relevant au passage que le modèle énergétique national est à 80 %, non créateur de richesse. Aux fins de réaliser ces économies, l'intervenant a fait part de quatre chantiers que sont la conversion des véhicules au GPL, l'introduction de l'usage du Diesel fioul, celui du gaz naturel comme carburant et, enfin, celle de la locomotion électrique.

Rappelant que l'Algérie possède actuellement environ 2.500 milliards de m³ de gaz naturel en réserve, dont elle consomme près

de 100 millions, chaque année, il prédit que dans 25 ans, et à ce rythme, «nous risquons un sérieux problème» qui est celui de ne plus pouvoir exporter. Il faudra à ce moment, dit-il, choisir entre consommer ou exporter. Face à ce constat, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables appelle à stopper la réalisation de centrales thermiques et à freiner l'investissement consacré au gaz naturel. «C'est un scandale, s'insurge-t-il, de continuer à consommer du gaz naturel», signalant avoir demandé à l'entreprise Sonelgaz de mettre un terme à ces types d'équipements et à laisser place aux centrales solaires et éoliennes.

Révoquant le programme d'exploitation du solaire, en particulier, l'intervenant annonce que pour 2021, il est projeté de commencer à installer, «un peu partout», des équipements permettant chacun,

de produire 1.000 mégawatts de ce type d'énergie, équivalent, précise-t-il, de 1,5 million de m³ de gaz, «que nous allons laisser aux générations futures».

Des moyens de financement indispensables à la réalisation de ces centrales, il indique qu'ils seront tirés de l'exploitation du gaz non consommé et pour cela, s'accrocher aux pays possédant une grande expérience en matière d'exploitation de l'énergie solaire, citant, notamment la Chine, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Par ailleurs, il a fait part de l'importation de cinq bornes de charge pour les voitures électriques pour montrer la faisabilité, en ajoutant qu'«il faut que le citoyen sache que la révolution électrique est un tournant majeur». Au final, le ministre a révélé que des grandes études sont menées par son département dans ce sens.

Manel Z.

INFO EXPRESS

Relizane

Un vieil homme de 85 ans trouve la mort dans un accident de la circulation à Mediouna

Malgré les différents appels incessants à travers la radio locale par les services de sécurité pour sensibiliser les usagers de la route sur le danger de la route, il ne se passe pas un jour sans qu'on déplore de victimes. En effet, un vieil homme à bord d'une voiture touristique âgé de 85 ans, a trouvé la mort dans l'après-midi de ce dimanche aux environs de 18 heures sur la RN-90, reliant Mediouna à Oued Rhiou, situé à l'Est à une soixantaine de kilomètres de Relizane-ville, selon des sources concordantes a-t-on appris. Le chauffeur de ladite voiture en provenance de Oued Rhiou s'est renversé au carrefour de la station à l'entrée nord de Mediouna. L'alerte a été tout de suite donnée par les usagers de la route, les services de l'unité secondaire de Oued Rhiou sont intervenus et l'ont évacué en urgence vers la polyclinique de ladite localité où il rendra l'âme dès son admission. Par ailleurs, l'on nous signale qu'une enquête a été tout de suite ouverte par les éléments de la Gendarmerie nationale territorialement compétente pour déterminer avec exactitude les causes et circonstances de ce drame.

N.Malik

Laghouat

De nouvelles spécialités de formation pour satisfaire les attentes des stagiaires et du marché de l'emploi

La nomenclature de la formation professionnelle dans la wilaya de Laghouat a été étoffée, au titre de la saison 2020/2021 par l'intégration de nouvelles spécialités susceptibles de satisfaire les attentes à la fois des stagiaires et du marché de l'emploi, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DEFP). Elles concernent les spécialités de l'électronique liées à l'utilisation des énergies renouvelables, dont le solaire, de l'hôtellerie et restauration, de la fabrication sidérurgique (canalisations) et des assurances, a précisé le DFEP, Djelloul Benba. Toutes les mesures préventives ont été prises pour la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), a-t-il ajouté en signalant que la direction de la formation a adopté, afin de préserver la santé des stagiaires et éviter la surcharge des salles, le système de vacations et de groupes au niveau des salles et ateliers de travaux pratiques. Pas moins de 6.140 nouveaux inscrits ont été accueillis dimanche au niveau des établissements de la formation de la wilaya de Laghouat, portant l'effectif global à 13.499 stagiaires répartis sur 127 spécialités et 17 filières ouvertes au niveau de 28 établissements de la formation professionnelle. ■

Accidents de la route

4 morts et 22 blessés durant les dernières 48 heures



Les accidents en question ont été enregistrés à Adrar, Batna, Béjaïa, Djelfa, Sidi Bel Abbès, Guelma, M'sila, Mascara, Oran, Boumerdes, Ghardaïa et Relizane. Concernant le trafic de psychotropes, les unités de la Gendarmerie nationale ont saisi 1.241 comprimés psychotropes de différentes marques dans les wilayas d'Oum El Bouaghi et d'Adrar, saisi un véhicule et arrêté 3 individus, précise la même source. Les mêmes unités ont saisi dans des opérations distinctes, 16.562 unités de boissons alcoolisées, 363 kg de viande de volaille, 28 kg d'abats de poulet, 96 bouteilles de gel hydroalcoolique, 102.570 masques de

Quatre (04) personnes ont trouvé la mort et 22 autres ont été blessées à différents degrés dans 13 accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures à l'échelle nationale, a indiqué, dimanche, un bilan de la Gendarmerie nationale.

protection médicale et 4.300 porte-masques, et quatre (04) véhicules. Ils ont également arrêté 03 individus dans les wilayas de Chlef, Oum El Bouaghi, Batna, Constantine et Mascara, selon la même source. La Gendarmerie nationale a

arrêté, en outre, 04 ressortissants africains à Adrar et un citoyen algérien qui facilitait leur séjour illégal en Algérie. Quatre candidats à l'émigration clandestine et deux (02) passeurs ont été arrêtés par la Gendarmerie nationale dans les wilayas de Béjaïa et Annaba, avec la saisie de 04 sacs à dos contenant des vêtements, souligne le document. Par ailleurs, les unités de la Gendarmerie nationale d'Alger ont arrêté deux (02) individus en possession de 72 faux billets de banque en coupures de 500 DA, de 1.000 DA et de 2000 DA et saisi le véhicule utilisé dans l'opération.

Agence

Grippe saisonnière

Poursuite des campagnes de vaccination dans les zones enclavées

Les campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19), décidées par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) au profit des habitants des zones enclavées à la 3ème région militaire se poursuivent toujours, a indiqué dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme des campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19), à travers l'utilisation des tests rapides de diagnostic, décidé par le

Commandement de l'ANP au profit des citoyens des zones enclavées à la 3ème région militaire et dans les différentes régions militaires, plusieurs caravanes médicales se sont ébranlées, au cours de la semaine écoulée, vers les régions de Rosfa Taïba, Oued Lakhdar, Boutbika et Tabelbala (w. Béchar), Gar Djebilet (w. Tindouf) et Bouda et Tsabit (w. Adrar), équipées du matériel et moyens nécessaires dont des ambulances, des tests de diagnostic de la covid-19, et des vaccins contre la grippe saisonnière, sous la supervision d'une équipe médicale composée de médecins et d'infirmiers militaires et civils, et d'équipes

de la Protection civile, a souligné la même source. «Les habitants de ces régions ont été vaccinés contre la grippe saisonnière, qui se propage largement pendant les saisons d'automne et d'hiver, en raison de la baisse des températures et ont également bénéficié de tests rapides de diagnostic du nouveau coronavirus, d'un quota de masques de protection et de divers médicaments, outre l'orientation de certains patients vers des médecins spécialistes au niveau des établissements hospitaliers pour les examiner et leur prodiguer les soins nécessaires», ajoute la même source.

Agence

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

**Allah Le Tout Puissant vous le rendra.
MOB : 0782 519 683**

Tiaret : les éléments de l'ANP participent à une grande campagne de reboisement



Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont participé à une vaste campagne de reboisement dans la wilaya de Tiaret, en consolidation du lien «Armée-Nation», a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). (Photo > D. R.)

Plus de 100 universités raccordées à la plate-forme électronique d'Algérie-Poste



Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a affirmé, dimanche, que plus de 100 universités et écoles supérieures avaient été raccordées à la plate-forme électronique d'Algérie-Poste. (Photo > D. R.)

Ouverture de l'Institut national de formation supérieure des sages-femmes et des paramédicaux



La wilaya de Tipasa a enregistré, dimanche, l'ouverture de l'Institut national de formation supérieure des sages-femmes et des paramédicaux de Hadjout, doté d'une capacité d'accueil théorique de 1.000 places pédagogiques. (Photo > D. R.)

Benbouzid dévoile les projets phares relatifs à la numérisation du secteur de la santé



Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a dévoilé, dimanche à Alger, les projets phares inscrits dans le cadre de la stratégie de numérisation du secteur de la santé visant à assurer une prise en charge sanitaire de qualité au profit des citoyens. (Photo > D. R.)

Sahara occidental

La Norvège réitère son soutien pour un règlement fondé sur la légalité internationale

La ministre norvégienne des Affaires étrangères, Ine Eriksen, a affirmé que la position de son pays à l'égard de la cause sahraouie « restera inaliénable et n'a pas été affectée » par les récents événements ou la dernière déclaration du président américain sortant Donald Trump.

En réponse à une question d'un député du parti des Travailleurs norvégien sur la reconnaissance par Donald Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, la ministre norvégienne a indiqué que la position du Gouvernement de son pays repose sur un règlement politique du conflit conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, la dernière étant la résolution 2548, qui prévoit le droit d'autodétermination du peuple.

La ministre a appelé à accélérer la désignation d'un nouvel envoyé onusien au Sahara occidental, précisant que le moyen pour avancer réside dans le dialogue et les négociations qui impliquent la création d'une nouvelle dynamique dans le processus des négociations sous l'égide des Nations Unies.

La ministre norvégienne des Affaires étrangères a indiqué que son pays qui siègera au conseil de sécurité onusien pendant la période 2021-2022, emploiera sa position en tant que base et que la cause sahraouie et le prochain processus constitueront le thème du dialogue entre la Norvège et l'ensemble des pays membres au Conseil de sécurité ainsi que les autres partenaires.

Sahara occidental : Biden doit annuler la décision unilatérale de Trump

Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamel Fadel a appelé samedi, le président américain élu Joe Biden à annuler la décision unilatérale de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, écartant la possibilité de voir d'autres pays ou organisations emboîter le pas au président américain sortant. «Le Front Polisario veut que le président américain élu, Joe Biden annule la décision du président sortant Donald Trump de reconnaître la revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», a déclaré samedi à RFI, Kamel Fadel. «Nous espérons que le président américain élu, Joe Biden, que je considère comme un homme intègre (...) aura une influence positive sur l'autodétermination au Sahara occidental et qu'il remettra en cause cette décision», a ajouté le diplomate sahraoui, assurant que, «cela (le Sahara occidental) ne fait pas partie de l'immobilier de Trump à donner au Maroc» et «qu'il aurait pu leur donner l'une de ses propriétés de golf, mais pas le Sahara occidental». Donald Trump a annoncé le 10 décembre dernier la reconnaissance de la prétendue souveraineté marocaine sur les territoires du Sahara occidental en



La ministre norvégienne des Affaires étrangères, Ine Eriksen. (Photo : D.R)

échange de la normalisation des relations entre le régime marocain et Israël, une décision qui a suscité la désapprobation de nombreux anciens et actuels hauts responsables américains qui ont critiqué la légèreté de cette décision tout en avertissant contre les effets qu'elle serait susceptible de provoquer.

Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande a, dans ce cadre, écarté la possibilité de voir d'autres pays ou organisations emboîter le pas au président américain sortant, Donald Trump.

«Je ne pense pas qu'un autre pays ou organisation internationale raisonnable ou responsable ne suivra», a-t-il assuré, estimant «qu'il ne s'agit que d'une proclamation présidentielle qui est en grande partie cérémonielle ou symbolique et que sauf autorisation du Congrès américain, elle n'a pas de valeur juridique».

Plusieurs personnalités politiques américaines ont critiqué la légèreté de la décision de Trump tout en avertissant contre les effets qu'elle serait susceptible de provoquer. Ils ont également rappelé que cette décision était contraire au Droit international et aux engagements des Etats-Unis en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui. «La meilleure chose à faire pour Biden dès son investiture serait d'annuler la décision relative à la souveraineté marocaine. Ce ne sera pas facile étant données les attentes, mal inspirées, du côté de Rabat et (d'Israël). Si Biden veut faire un revirement de 180 degrés, il devra le faire immédiatement après son installation, cela minimisera les dégâts», a assuré, l'ancien conseiller à la sécurité du président américain Trump, John Bolton. «Je crains que cette annonce ne bouleverse un processus crédible et soutenu par l'ONU» pour résoudre le conflit au Sahara occidental, a déclaré Eliot Engel, sénateur démocrate et président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine. De son côté, Jim Inhofe, sénateur républicain de l'Oklahoma, a qualifié la décision de Trump de choquante et profondément décevante. L'ancien émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental entre 2009 et 2017, Christopher Ross,

a considéré, pour sa part, que la décision de Trump était «insensée» et «irréfléchie». Une décision qui «va à l'encontre de l'engagement des Etats-Unis à l'égard des principes de l'annexion de territoires par la force et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tous deux inscrits dans la Charte des Nations unies».

Le Mouvement Ennahda condamne un «deal éhonté» entre le Makhzen et l'entité sioniste

Le mouvement Ennahda a dénoncé dimanche le «deal éhonté» conclu par le Makhzen qui a normalisé ses relations avec l'entité sioniste, moyennant la reconnaissance par le président américain sortant, Donald Trump d'une prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une visite de solidarité effectuée par une délégation du mouvement Nahda au siège de l'ambassade du Sahara occidental en Algérie, le secrétaire général du parti, Yazid Benaïcha a indiqué : «nous dénonçons avec force le deal grotesque du Makhzen qui a normalisé ses relations avec l'entité sioniste usurpatrice de la terre palestinienne moyennant la reconnaissance par les Etats unis d'Amérique de sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental».

Mettant en garde que «ce deal grotesque menace la sécurité et la stabilité de la région entière», M. Benaïcha a réaffirmé la solidarité de sa formation politique avec la cause juste du peuple sahraoui opprimé dans le recouvrement de ses droits légitimes et son indépendance. De son côté, Mohammed Douibi, dirigeant au sein du parti, a indiqué que le régime marocain s'est démasqué en normalisant ses relations avec l'entité sioniste, réitérant le soutien du Mouvement Nahda à la cause sahraouie. Rappelant que «la question sahraouie est une affaire de décolonisation conformément aux résolutions de l'ONU et de l'Union africaine (UA)», M. Douibi a relevé que «le soutien au peuple sahraoui pour accéder à son droit à l'autodétermination est devenu plus que jamais nécessaire».

R.I

La nouvelle variante «hors de contrôle» du Coronavirus

Plusieurs pays suspendent leurs liaisons avec Londres

La découverte d'une nouvelle variante «hors de contrôle» du coronavirus au Royaume-Uni a poussé dimanche plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Irlande, à suspendre leurs liaisons avec ce pays, ce qui fait grandir l'inquiétude à l'approche des Fêtes de fin d'année, qui seront soumises à de sévères restrictions. Les experts de l'Union européenne sont toutefois arrivés à la conclusion que les vaccins actuels contre la Covid-19 restaient efficaces face à la nouvelle variante, a annoncé dimanche soir le gouvernement allemand.

«D'après tout ce que nous savons à l'heure qu'il est et à la suite d'entretiens qui ont eu lieu entre les experts des autorités européennes», la nouvelle souche «n'a pas d'impact sur les vaccins» qui restent «tout aussi efficaces», a déclaré à la télévision le ministre de la Santé Jens Spahn, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. La décision de l'Allemagne d'interrompre ses liaisons avec le Royaume-Uni, qui ne concerne pour l'heure que les vols et qui pourrait être adoptée par l'ensemble de l'UE, doit être officialisée dans les prochaines heures», a déclaré à l'AFP une source gouvernementale, précisant que les États européens discutaient en parallèle d'une réponse commune concernant les liaisons maritimes, ferroviaires et routières. La France suspend pour sa part à partir de dimanche minuit tous les déplacements de personnes en provenance du Royaume-Uni pour 48 heures. «Seul le fret non accompagné sera donc autorisé. Les flux de personnes ou de transports en direction du Royaume-Uni ne sont pas concernés», a précisé le gouvernement. Outre l'Allemagne et la France, une dizaine de pays de l'Union européenne, dont l'Italie et l'Irlande, ont annoncé des mesures similaires. Hors de l'UE, c'est aussi le cas du Koweït, de l'Iran (pour deux semaines), de la Suisse, du Salvador et d'Israël, ces trois derniers pays ayant également suspendu du leurs liaisons avec l'Afrique du Sud où la nouvelle variante du SARS-CoV-2 a aussi été détectée. L'Arabie saoudite a quant à elle arrêté tous les vols

internationaux ainsi que l'accès à ses ports pour au moins une semaine. Conséquence de ces mesures, Boris Johnson doit présider lundi une réunion «pour discuter de la situation concernant les déplacements internationaux et en particulier les flux réguliers du fret vers et à partir du Royaume-Uni», tandis que le port de Douvres, desservant notamment la France, a annoncé fermer pour le trafic sortant. La nouvelle souche du virus est «hors de contrôle», a reconnu dimanche le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, justifiant ainsi un reconfinement de Londres et d'une partie de l'Angleterre. «Ce sera très difficile de la garder sous contrôle jusqu'à ce qu'un vaccin soit largement diffusé».

Le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel ont échangé dimanche pour évoquer cette nouvelle variante du coronavirus. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'agence européenne des maladies ont appelé dimanche leurs membres en Europe à renforcer leurs contrôles pour combattre la propagation de la nouvelle variante du coronavirus, notamment en améliorant leurs capacités de détection de la souche. L'agence européenne de contrôle des maladies (ECDC), qui inclut une trentaine de pays dont les membres de l'UE et le Royaume-Uni, n'a quant à elle «pas exclu» que la variante circule en dehors du territoire britannique. L'Italie a, du reste, annoncé dimanche soir avoir détecté un premier cas diagnostiqué par l'hôpital militaire Celio de Rome. Quelques autres contaminations avaient déjà été signalées au Danemark (neuf), ainsi qu'un cas aux Pays-Bas et en Australie, a souligné l'OMS. Outre «des signes préliminaires selon lesquels la variante pourrait être plus contagieuse», la nouvelle souche britannique «pourrait aussi affecter l'efficacité de certaines méthodes de diagnostic», a poursuivi l'Organisation mondiale de la Santé.

R.I/Agence



La nouvelle souche virale serait plus contagieuse, selon l'OMS.

INFO EXPRESS

Ouargla

Plus de 13.370 apprentis et stagiaires ont rejoint les établissements de la formation professionnelle

Pas moins de 13.374 apprentis et stagiaires étaient attendus dimanche dans les établissements de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya de Ouargla, à l'occasion de la rentrée 2020-2021, a-t-on appris du directeur local du secteur. Ils se répartissent sur différents modes de formation, notamment l'apprentissage (7.763 postes), la formation résidentielle (1.994), la formation de la femme au foyer (1.691) la formation qualifiante (659), les cours du soir (568) et la formation passerelle (188), a affirmé Ahmed Belkhadem, en marge de la cérémonie de coup d'envoi de cette rentrée. Le secteur compte actuellement 20 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), cinq (5) Instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle et un centre régional d'enseignement à distance. Il dispose aussi d'un Institut de l'enseignement professionnel (IEP) et d'un Institut de formation et d'enseignement professionnels spécialisé dans l'ingénierie pédagogique, formation et recyclage des cadres du secteur et 20 établissements de formation privés agréés, selon le même responsable. L'encadrement dans les établissements de formation est assuré par un total de 610 enseignants, tous grades et rangs confondus, a-t-il poursuivi.

R.R

Relizane

Une station urbaine dépourvue de commodités essentielles

Malgré les différentes opérations de nettoyage et de désinfection de la station urbaine de Relizane-ville, elle présente une image désolante pour les usagers et les visiteurs. En effet, le constat dans la station de transport urbaine appelée « Battoir » est désolant. Sale, sombre et non sécurisée, la station, est on ne peut plus inhospitalière.

Devant le constat des personnes âgées des deux sexes, contraintes de se rendre aux toilettes pour satisfaire leur besoin naturel, ou faire leur ablution au moment des prières ne pas trouver de l'eau courante est inadmissible.

Aussi, comme tout commerce qui est assujéti à des mesures de contrôle, pour manquement à l'hygiène, cette station devrait être également soumise à des contrôles et à défaut de ces mesures d'hygiène, devrait subir des mises en demeure en sa qualité de prestataire de service.

Or, nous croyons savoir que lesdits contrôles d'hygiène ne s'en prennent qu'aux cafétérias, restaurants et fast-foods.



La station urbaine de Relizane-ville souffre d'une absence de dispositif de contrôle, d'hygiène et de sécurité. (Photo : D.R)

Ladite gare station urbaine semble échapper à cette vérification de moyens d'hygiène obligatoire.

En plus des usagers, se faufilent les intrus de mauvaises intentions qui représentent la principale modalité d'accès à la mobilité. C'est ainsi que la semaine écoulée, une jeune fille qui attendait un taxi a été agressée par des délinquants vers 5h du matin. Cette situation rappelle l'obli-

gation d'assurer la sécurité des citoyens en cet endroit de transit de voyageurs. Les délinquants spécialisés dans les

volts à la tire et aux agressions, voient en ces espaces, l'idéal pour accomplir leurs forfaits.

N.Malik

Accidents de la circulation

5 morts et 244 blessés en 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 244 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés à travers le pays durant la période du 17 au 19 décembre, selon un bilan rendu public samedi par les services de la Protection civile. Selon le même bilan et concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 148 opérations de sensibilisation à travers 30 wilayas (86 communes), afin de aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Dans le même cadre, les éléments de la

Protection civile ont effectué, aussi, 214 opérations de désinfection générale à travers 32 wilayas (67 communes) ciblant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ajoute la même source. Par ailleurs, une adolescente de 15 ans est décédée par asphyxie au monoxyde de carbone CO à l'intérieur du domicile familiale à Ain El Beida, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, alors que huit (8) personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile après avoir inhalé le même gaz à Relizane (3) et El-Tarf (8), ajoute le même bilan.

R.R

Pluviométrie dans l'Ouest du pays

Le taux de remplissage des barrages demeure bas

Malgré l'apport des dernières pluies qui se sont abattues sur la partie ouest du pays, le taux de remplissage au niveau de la majorité des barrages de la région demeure «très bas», a indiqué lundi le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Oran. Le déficit au niveau des barrages Beni Bahdel (Tlemecen), Gargar (Relizane), Cheliff (Mostaganem), Sekkak (Tlemcen), Kerrada (Mostaganem), Boughrara (Tlemcen), demeure important, avec un taux de remplissage qui ne dépasse pas les 50% pour la majorité, a souligné M. Smain Boumédienne, notant que la wilaya d'Oran ne compte aucun barrage sur son territoire, et son alimentation dépend principalement de la station d'épuration de l'eau de mer d'El Mactaa (80%), et des eaux

superficielles des barrages des wilayas voisines. Chiffres à l'appui, le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Oran, dresse un état des lieux. Le barrage de Beni Bahdel à Tlemcen, enregistre le plus bas niveau de remplissage (4.6%). Le volume actuel de l'eau au niveau de ce barrage est estimé à 2.372.000 m3, alors que sa capacité dépasse les 54 millions, soit un déficit de plus 95%. Les barrages de Sekkak et Cheliff enregistrent des taux avoisinant les 50%, (Sekkak 46% et Cheliff 50%). Le volume de l'eau au barrage de Sekkak est de 11.5 millions de m3 (sur une capacité de 25 millions), et celui du barrage Cheliff est de 25 millions sur une capacité de 50 millions.

R.R/Agence

Environnement

Tenue lundi de la 1^{re} édition du Salon virtuel sur la gestion des déchets

Plusieurs institutions internationales activant dans le domaine environnemental ainsi que plusieurs pays étrangers prendront part à partir de lundi à Alger au premier Salon virtuel sur la gestion des déchets, a indiqué, dimanche à l'APS, le P-dg de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.



Ce premier salon virtuel sur la gestion des déchets, intitulé «The Algerian Virtual Waste Exhibition-AVWE», a pour ambition de mettre en relation directe tous les acteurs de la gestion des déchets, qu'ils soient nationaux ou internationaux et ce, dans le but de conclure des partenariats fructueux dans ce domaine, a assuré M.Ouamane. Ce salon qui s'étalera jusqu'au 23 décembre verra la participation de plusieurs pays étrangers dont le Danemark, le Canada, la Corée du sud et l'Italie ainsi que la France, selon le DG

de l'AND. «Plusieurs opérateurs étrangers qui veulent pénétrer le marché algérien prendront, également, part à cet événement et pourront conclure des partenariats fructueux avec des entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets», a souligné le responsable. Selon un communiqué de l'AND relevant du ministère de l'environnement, «cette manifestation, qui sera accessible en ligne du 21 au 23 décembre sur le site www.avwe.and.dz, fait suite aux instructions de la ministre de

l'Environnement, Nassira Benharrats, dans le cadre de la mise en réseau des acteurs de la gestion des déchets». Cet événement sera animé à travers des conférences audiovisuelles, des lives et diverses autres activités relatives à l'information et à la sensibilisation sur les dangers liés aux déchets. Des pitch pour les porteurs de projets et start-up seront également organisés et un espace dédié à l'innovation et à la recherche scientifique sera disponible, détaille l'AND.

R.R

Tipasa

La wali inaugure l'Institut paramédical de Hadjout

Cet institut de part son importance régional, a été réalisé il y a plus de trois années, mais compte tenu de certains aléas, sont ouverture a été retardée plusieurs fois. Il est à signaler que l'ancien ministre de la Santé a déjà procédé une première fois à l'inauguration de cet institut, mais il demeura fermé pour des raisons inconnues, et ce malgré l'acquisition d'un matériel pédagogique ultra-performant, ce fut pour tout le monde un grand mystère.



L'Institut de Hadjout est doté d'un internat d'une capacité d'accueil de 55 lits. (Photo : D.R)

Une seconde fois, c'est au tour de l'ancien wali, M. Mohamed Bouchemma qui officialisa son ouverture mais hélas, l'institut peine à ouvrir. Mme la wali de Tipasa, en cette journée du 20 décembre 2020, a initié une cérémonie de supervision de la reprise des cours de formation professionnelle 2019/2020 au niveau du Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage

de la commune de Tipasa, ainsi qu'à l'inauguration de l'Institut national paramédical de Hadjout en compagnie du Dr AmraniToufik Djassim, directeur de la forma-

tion au ministère de la Santé. Cet institut a été réalisé sur une surface bâtie de 7.124 m2 avec une AP actuelle de 587.000.000,00 DA. Sur le plan formatif, l'institut forme

des sages-femmes ainsi que le personnel paramédical. En effet, le nombre de places pédagogiques pour les sages-femmes est de l'ordre de 60 places pédagogiques et la formation s'étale sur 5 années.

Tandis que les infirmiers disposent de 95 places pédagogiques et deux années d'études. Il est à signaler que pour les accoucheuses, c'est un Master intégré en licence (SIL), selon Mme Kadri Nassima directrice de l'institut. Par ailleurs, la responsable de ce centre nous a affirmé que très bientôt deux nouvelles formations seront mise en place, il s'agit de la formation de manipulateur radio et imagerie médicale avec 30 places pédagogiques et des laborantins de santé publique avec 25 places pédagogiques.

Concernant l'infrastructure, elle est composée d'un bloc ADM de 12 salles de cours, 02 laboratoires et d'un amphithéâtre d'une capacité de 300 places. S'agissant du bloc de l'hébergement, il comprend 04 salles de détente, 01 sale de documentation (Bibliothèque et médiathèque). Un Internat (pour les filles 30 lits et les garçons 25 lits).

Mohamed El Ouahed

Intempéries à Jijel

Effondrement partiel du pont de l'oued El Kantara

Les fortes pluies orageuses qui sont se sont abattues dans la wilaya de Jijel, dans la nuit de dimanche à lundi, ont provoqué un effondrement partiel du pont de oued El Kantara, à l'entrée Est de la wilaya, et emporté 18 véhicules touristiques et utilitaires, a-t-on appris du chef de service de la prévention de la direction locale de la Protection civile, le commandant Salah Laâradj.

Dans une déclaration à l'APS, cet officier a précisé que les fortes précipitations enregistrées dans la wilaya de Jijel, notamment dans la matinée de lundi, ont occasionné un effondrement partiel du pont de oued El Kantara, dans le quartier Laâkabi au niveau de la RN 43, en plus d'avoir charrié 18 véhicules vers l'entrée de l'oued juste en dessous du pont en obstruant son lit, notamment suite à l'accumulation de boue. Les flots ont également inondé 25 bus stationnés dans la gare routière située en face du pont,



Les fortes précipitations enregistrées dans la wilaya de Jijel ont occasionné des dégâts considérables et charrié 18 véhicules vers l'entrée de l'Oued et où heureusement aucune perte humaine n'a été signalée. (Photo : D.R)

a indiqué la même source, faisant état de la mobilisation de 53 agents de la Protection civile et 15 officiers, en plus de 2 embarcations et 7 camions pour pomper les eaux pluviales. De son

côté, lors de son inspection des dommages provoqués par les pluies orageuses, le chef de l'exécutif local, Abdelkader Kelkal, a affirmé à l'APS, qu'«aucune perte humaine n'a été déplorée jus-

qu'à présent», assurant que «tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour intervenir et évaluer les dégâts occasionnés par les pluies torrentielles, dont la quantité enregistrée a at-

teint 146 mm durant l'intervalle compris entre 23h et 3h du matin».

Le même responsable a également fait savoir qu'une «commission de wilaya a été installée pour évaluer les préjudices générés par ces fortes pluies, procéder dans l'immédiat à une expertise technique du pont partiellement effondré, et établir un diagnostic de l'état général de cet ouvrage afin de déterminer si ce dernier est encore fonctionnel ou pas».

Pour rappel, de nombreux endroits à travers le territoire de la wilaya de Jijel ont été affectés par les pluies torrentielles qui ont été à l'origine de la fermeture de certains axes routiers», notamment dans la commune de Taher, dans la région d'Achouat à la hauteur de la RN 43, à proximité de la centrale électrique, induisant une panne de courant dans de nombreux quartiers durant la nuit de dimanche à lundi.

APS

Démenti

Article paru dans le journal La Nouvelle République, le 12/12/2020 n° 6932 par son rédacteur, Monsieur H.Ben Chohra

Sous un pseudo-montage (faux format d'image et des mots qui n'ont rien à voir avec la réalité) bien traité, donne l'impression que les élèves des écoles primaires de la commune de Oued Lilli vivent une scolarisation médiocre, en particulier dans le domaine de restauration. L'auteur de l'article a trompé les gens, dans le premier paragraphe qu'il s'est déplacé vers la commune de oued Lilli et a visité les cantines des écoles une par une. Alors que les témoignages du personnel éducatif démentent toutes ses affirmations. Mais plus que cela, le témoignage dit le contraire de la part des fonctionnaires et des citoyens. Il a pu dessiner avec son imagination une sombre image sur les conditions de scolarité et de restauration. Dans cet article, je ne peux que présenter aux lecteurs, en toute objectivité les faits sur ce que nos cantines et nos écoles apprécient et ce dont ils ont bénéficié grâce aux efforts consentis par els autorités locales dans le domaine du soutien de

nos élèves à travers neuf établissements d'enseignement. La commune compte huit cantines scolaires. Tous fournissent des repas chauds aux élèves dès le premier jour d'école sans interruption. La commune a pu construire un nouveau restaurant scolaire avec des normes de référence dans une région éloignée (zone d'ombre) pour un montant très limité. Et le mettre en service en début du mois de décembre au profit des élèves de la région de Aïn Soufiane. Dans la même école, la commune a réalisé une clôture autour de l'école plus un bloc sanitaire sur prélèvement de son budget d'équipement, soit un montant qui dépasse les 4.000.000 DA, avec les mêmes efforts, les services de la commune ont pu réhabiliter deux cantines scolaires à l'école Goucem Aek, chef-lieu de la commune) et à l'école Ben Yahia El Hadj située à Dar Bossri (zone d'ombre). Sur financement du Fonds CSGCL, la commune a réalisé un bloc sanitaire à l'école Hallouz Fghoul, à Torriche, conçu sur des critères modernes de qualité. Une réalisation et équipement de 3 classes d'extension dans les écoles de Hallouz Fghoul Abou Bakr Esedik et Larbi Hadj, entièrement financé sur

PCD et AF, soit un montant qui dépasse les 14.000.000 DA. L'APC assure un transport scolaire pour l'ensemble des élèves de tous les niveaux de et vers les établissements scolaires avec 8 rotations quotidiennement. L'Assemblée populaire communale avec son budget très faible en recette, a consacré plus de 20% de l'exercice 2021 au service de l'entretien des écoles primaires. Toutes les écoles sans exception, bénéficient du chauffage central ou du gaz propane que la commune s'est efforcée de mettre en place avec une gestion rigoureuse au profit de nos enfants. Cela fait partie de tout cela, parce que le lieu ne permet pas de lister et de mentionner tous les efforts consentis par les autorités locales envers le secteur de l'éducation.

Quant à sa déclaration dans le dernier paragraphe de son texte sur la non-fourniture de repas enrichis de viande rouge malgré sa présence dans les factures, seule la responsabilité exclusive de l'intéressé peut être mise en accusation.

Oued Lilli le 17/12/2020 Le P/APC

contribution

Face aux tensions économiques et sociales

La relance du processus de privatisation, implique la transparence et de profondes réformes structurelles



Professeur des universités, expert international D' Abderrahmane Mebtoul

Or, plus de 95% des entreprises ne répondent pas aux normes comptables les plus élémentaires. Étant un processus éminemment politique, toute décision sur un sujet aussi sensible et complexe doit avoir d'abord l'aval du Conseil des ministres certainement après consultation du conseil de sécurité car engageant la sécurité nationale. Je me propose de livrer quelques remarques et propositions sur les finalités du processus de privatisation, qu'il soit partiel ou total. Mon expérience en tant que président du Conseil national des privatisations entre 1996/1999 sous la période du président Liamine Zeroual dont j'ai une profonde estime et les différentes tournées aux USA, en Europe notamment dans les pays de l'ex-camp communiste (ma communication suite à l'invitation de M. Steve Gunderson Président et Directeur Général du Council on Foundations (Conseil des fondations de Washington) et Miss Jennifer Kennedy » GCDF Gunderson Council Foundation » qui s'est tenu du 26 au 30 mai 2008 à New York (USA) rencontre co-organisée avec la fondation Bill et Melinda Gates et sponsorisée notamment par les importantes fondations Rockefeller, Ford, MacArthur, Andrew Mellon, Carnegie et Hewlett m'amène à formuler dix objectifs, supposant la levée des contraintes, pouvant varier et être adaptés en fonction du contexte international, social et économique interne et de l'activité ou de l'entreprise, afin d'éviter la méfiance des investisseurs sérieux en n'oubliant jamais qu'existe un marché mondial de la privatisation où la concurrence est vivace où le facteur déterminant est la demande et pas seulement l'offre

1- Contribuer à l'atténuation des déficits publics et l'instauration d'une économie productive hors hydrocarbures

L'on ne doit pas confondre privatisation et démonopolisation complémentaire, tous deux, processus éminemment politique, allant vers le désengagement de l'Etat de la sphère économique afin qu'il se consacre à son rôle de régulateur stratégique en économie de marché. La privatisation est un transfert de propriété d'unités existantes vers le secteur privé et la démonopolisation consiste à favoriser l'investissement privé nouveau. L'objectif de la démonopolisation et celui de la privatisation doivent renforcer la mutation systémique de la transition d'une économie administrée vers une économie de marché concurrentielle. Le premier objectif d'une bonne privatisation est son impact sur la réduction du déficit budgétaire. En effet l'expérience de ces dernières décennies, plusieurs dizaines de milliards de dollars ont été consacrés à l'assainissement des entreprises publiques entre 1991/2020 dont plus de 80% sont revenues à la case de départ, montant de quoi créer tout un nouveau tissu productif et des millions d'emplis productifs. La ma-

Face aux tensions budgétaires et pour combler le déficit budgétaire et au manque de dynamisme du secteur public, les assainissements supportés par le Trésor public ayant largement dépassés 100 milliards de dollars entre 2000/2020, certains responsables évoquent la privatisation partielle sans définir clairement les moyens et les objectifs, tant pour certaines entreprises publiques que pour quelques banques par la Bourse d'Alger en léthargie où pour toute entrée en bourse s'impose des comptabilités transparentes en temps réel selon les normes internationales, ne devant pas être utopique, personne ne s'aventurera pour une entité structurellement déficitaire.

majorité des entreprises publiques ont un actif net inférieur au quart de leur capital social et une trésorerie inférieure à un mois de leur chiffre d'affaires avec un endettement croissant auprès des banques publiques malades de leurs clients dont l'effectif est négligeable alors qu'il faille créer chaque année 350.000/400.000 emplois qui s'ajoutent au taux de chômage actuel. Ce déficit structurel cumulé avec l'envolée des dépenses improductives, peu de rigueur dans la gestion et corruption comme le montre l'expérience récente que l'on voit grâce aux recettes des hydrocarbures qui sont en baisse, remet en cause la stabilité des équilibres macro-économiques éphémères. A ce jour l'on ne s'est pas attaqué aux causes qui rongent le corps social, enfermant le pays dans la stagflation (cumul de la croissance négative de l'inflation et du chômage). A cet effet la privatisation, qui n'est certes pas la panacée, est un moyen d'atténuation des déficits budgétaires et des dépenses publiques par l'optimisation des dépenses. Le deuxième objectif est que la privatisation est l'élément incontournable de la dynamisation des exportations hors hydrocarbures.

En effet, au vu de données, et en fonction de différents scénarios, il est démontré que seule une dynamisation des exportations hors hydrocarbures qui restent plafonnées à moins de un milliard de dollars (moins de 2% avec 50% de déchets ferreux et non ferreux depuis des décennies) est à même de permettre au pays une croissance durable, l'actuelle stratégie industrielle étant déconnectée des nouvelles mutations mondiales. En effet reposer le développement tant sur les monopoles, source de surcoût et de gaspillage (les grosses sociétés nationales organisation des années 1970) et sur une ressource éphémère fluctuante, peut conduire le pays à une impasse, voire à une réédition des scénarios d'endettement des années 1986 et de 1994. La privatisation peut constituer une alternative dans la mesure où seule une entreprise privée de par ses mécanismes souples de gestion est à même de s'adapter rapidement aux aléas tant commerciaux que d'ordre monétaires et financiers d'où l'urgence à l'avenir de saisir les évolutions erratiques des cours des monnaies, notamment le Yen, le Dollar et l'Euro ainsi que les mécanismes boursiers. Le troisième objectif est de contribuer à l'instauration d'une économie de marché concurrentielle loin de tout monopole qu'il soit public ou privé.

Il n'existe pas d'économie de marché à l'algérienne mais des spécificités sociales avec des règles universelles, la domination de la propriété privée des moyens de production. La gestion des entreprises publiques sont rigides par définition, malgré souvent la bonne volonté des gestionnaires soumis à des interférences administratives. Seule la privatisation est à même d'être le moteur de la croissance de l'économie nationale car favorisant l'émergence de structures concurrentielles, de nouveaux comportements fondés sur le risque et une nouvelle culture de l'entreprise. Ainsi les nouveaux

managers naissants s'adapteront au changement tant interne qu'externe du fait que la nouvelle logique de la politique économique reposera sur la demande (la sanction étant le marché) et non plus exclusivement sur l'offre comme dans l'ancien système de gestion centralisé. Les faillites, les alliances favoriseront donc cet esprit d'entreprise sans lequel il ne peut y avoir une croissance durable mettant fin à cette illusion de versement de salaires sans contreparties productives, de création d'emplois fictifs que certaines statistiques officielles ne décodent toujours pas.

2- L'importance de l'Etat régulateur pour une économie de marché à finalité sociale

Il appartiendra à l'Etat régulateur, garant de la cohésion sociale, de faire respecter le contrat entre les employeurs et les salariés afin que la logique du profit ne porte atteinte à la dignité des travailleurs. Mais en n'oubliant jamais que la plus grande dévalorisation morale dans toute société est d'être un chômeur ou un assisté. L'important n'est pas de travailler chez le privé national, international ou chez l'Etat, l'important pour nos enfants est de trouver un emploi durable.

Car le secteur public économique a montré ses limites. Longtemps perçu comme le porteur du progrès social, il est considéré aujourd'hui comme un gaspilleur de ressources.

Ce secteur public serait quelque part devenu « anti-social » ou perçu comme tel. Une telle image se répercute directement sur l'Etat qui demeure très attaché à la sauvegarde des équilibres sociaux.

Par ailleurs, la quasi-dépendance de notre économie de la conjoncture pétrolière incite à développer notre degré de liberté pour la résolution de l'équation financière externe, le problème étant de remplir les conditions auxquelles sont subordonnés les apports internationaux de capitaux, d'accès aux nouvelles technologies et de pénétration de marchés. De cet axe d'analyse, il ressort que des évolutions déterminées devraient intervenir pour démarquer et reformuler le rôle de l'Etat. En d'autres termes l'Etat entrepreneur et exploitant direct doit s'effacer peu à peu pour laisser place à un Etat exerçant la puissance publique et qui sera conforté dans ses missions naturelles d'arbitrage et de régulation par un front économique interne.

Ce front devrait permettre aux différents acteurs économiques de réhabiliter leur rôle stratégique dans une vision nouvelle du développement. Ceci implique le transfert du secteur public à un statut privé de façon à passer d'un système productif foncièrement extensif à un système intensif, le but essentiel étant de mieux gérer les entreprises et de maximiser la création de richesses. En parallèle à ce nouveau « deal » entre l'Etat et les entrepreneurs, une série d'évolutions et de réformes liées à l'environnement économique est à même d'une part de créer un climat de confiance afin de susciter l'intérêt des investisseurs nationaux et étrangers et d'assurer la crédibilité de l'Etat

d'autre part. Dans ce cadre, la bureaucratie héritage d'une économie administrée constitue une des contraintes les plus fortes dont l'éradication est absolument nécessaire pour insuffler au marché la dynamique et la fluidité attendues. Sur le plan du système financier, il est fondamental de promouvoir l'adaptation du système bancaire et de la fiscalité. La mise à niveau du système bancaire est un des axes de promotion à privilégier, car c'est au sein de cette sphère que les rythmes de croissance seront arbitrés à titre principal. L'objectif à viser, est d'aboutir à un système bancaire affranchi des ingérences, plus efficient et plus en harmonie avec les exigences d'une intermédiation financière performante et orientée vers l'économie de marché de capitaux. Jusqu'ici, la situation financière des banques publiques a constitué une contrainte qui a inhibé toute velléité de restructuration. Aussi il y aurait lieu de dégager un scénario pour leur sauvegarde et leur insertion dans la stratégie globale de privatisation. Pour ce qui est du système fiscal, celui-ci doit être plus incitatif tout en autorisant une grande rigueur dans son application en vue de la lutte contre l'évasion fiscale par la mise en place d'un système d'information et de communication plus moderne et moins sujet à interprétation. Il est également proposé d'améliorer la lisibilité de la politique générale de l'Etat par référence notamment à une nouvelle loi cadre de planification budgétaire.

Il est enfin préconisé de simplifier et regrouper dans un cadre plus cohérent, l'organisation institutionnelle chargée d'exécuter une politique désormais plus claire de libéralisation de l'économie et pourquoi pas un grand Ministère de l'Economie scindé en plusieurs Secrétariats d'Etat techniques.

3- Les différentes techniques de privatisation à ne pas confondre avec le partenariat public-privé PPP

Les difficultés innombrables que rencontre la cession pour être surmontées demandent des techniques appropriées, devant être pragmatique avec des études cas par cas ne pouvant procéder à des généralisations. Grosso modo peut recenser huit techniques de privatisation qui n'est pas une liste exhaustive, qui souvent dans la pratique connaissent des combinaisons par des études cas par cas :

- l'offre publique de ventes d'actions mais qui se heurte à une difficulté : l'absence de marché de capitaux ;
- vente privée d'actions ;
- l'apport d'investisseurs privés dans une entreprise publique après apurement du passif ;
- découpage, segmentation ou restructuration de l'entreprise en plusieurs de ses composantes qui sont vendues séparément ;
- distribution de bons vendus à l'ensemble de la société permettant la création de fonds d'investissement : la méthode de vente de bons d'échange, chaque citoyen recevant des bons de privatisation d'une certaine valeur moyennant une redevance d'enregistrement permet l'adhésion populaire sous réserve de bien organiser ces fonds d'investissement par des comités de surveillance ;
- une toute autre solution de privatisation avec transfert de propriété est la privatisation de l'entreprise par voie de reprise totale par les salariés.

Programme



06.30 Météo
08.25 Météo
08.30 Télésopping
09.50 Météo
09.55 Ici tout commence
10.25 Demain nous appartient
11.00 Les feux de l'amour
12.00 Les douze coups de midi
12.55 Petits plats en équilibre
13.00 Le journal
13.40 Petits plats en équilibre
13.45 Météo

13.50 Météo
13.55 Noël Actually
15.15 Noël au pays des jouets
17.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
19.55 Météo
20.00 Journal
20.40 My Million
20.55 C'est Canteloup
21.00 Météo
21.05 Les nouvelles aventures de Cendrillon
22.45 New York Unité Spéciale
23.30 New York Unité Spéciale



16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Affaire conclue : la vie des objets
18.05 Tout le monde a son mot à dire
20.00 Journal 20h00
20.39 Protégeons demain
20.40 Basique, l'essentiel de la musique
20.45 Un si grand soleil
21.05 13 à table
23.45 6 à la maison



13.40 Scènes de ménages
14.00 Quelques jours à Noël
15.55 Incroyables transformations
16.20 Les reines du shopping
17.25 Les reines du shopping
18.35 Objectif Top Chef
19.45 Le journal
20.10 Météo
20.25 Scènes de ménages
21.05 L'amour vu du pré
22.05 La France a un incroyable talent
23.00 La France a un incroyable talent



16.40 Personne n'y avait pensé !
17.15 Slam
18.10 Questions pour un champion
18.40 La p'tite librairie
19.45 Le journal
19.55 Ma ville, notre idéal
20.00 Vu
20.15 Une minute pour l'emploi
20.20 Plus belle la vie
20.55 Laissez entrer la nature
21.00 Météo
21.05 Capitaine Marleau
22.40 Capitaine Marleau



11.00 Passe-moi les jumelles
16.00 Les Pays d'en Haut
19.00 Journal
19.59 Maghreb Orient-Express
21.05 On n'est pas couché



11.40 Blue Bloods
13.10 Blue Bloods
13.55 Blue Bloods
14.50 Blue Bloods
15.40 Blue Bloods
17.00 La petite histoire de France
20.00 MI-5 : infiltration
21.45 Le pacha



13.10 La grille
14.10 Championnat du monde 2018
16.05 Newcastle / Sheffield United
19.00 Formula One, le débrief
20.00 Groland le zapoï
22.10 Babylon Berlin



18.50 Keepers
20.28 La Ducasse
20.50 Tolkien
22.40 Quelques minutes après minuit



17.35 Mentalist
18.30 Mentalist
19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.10 Petits plats en équilibre
21.50 Le grand bêtisier de Noël
23.00 Le grand bêtisier de Noël



13.45 Météo des plages
16.20 Le destin de Monica
17.15 Mary Higgins Clark
17.25 Mary Higgins Clark
18.30 Mary Higgins Clark
19.15 Mary Higgins Clark : Ni vue ni connue
21.05 Ma femme s'appelle reviens



15.35 Titeuf
16.20 Titeuf
17.15 Une saison au zoo
17.45 Une saison au zoo
20.50 Terminator III
21.30 LeLa gloire de mon père



15.00 Predator
16.44 A Most violent year
18.45 Boustifaille
19.06 Les revenants
20.50 Salyut-7
22.44 Watchmen, les gardiens
00.59 Entre adultes consentants



13.15 Vous êtes super !
14.40 Les vestiges de Pompéi
15.30 Des trains pas comme les autres

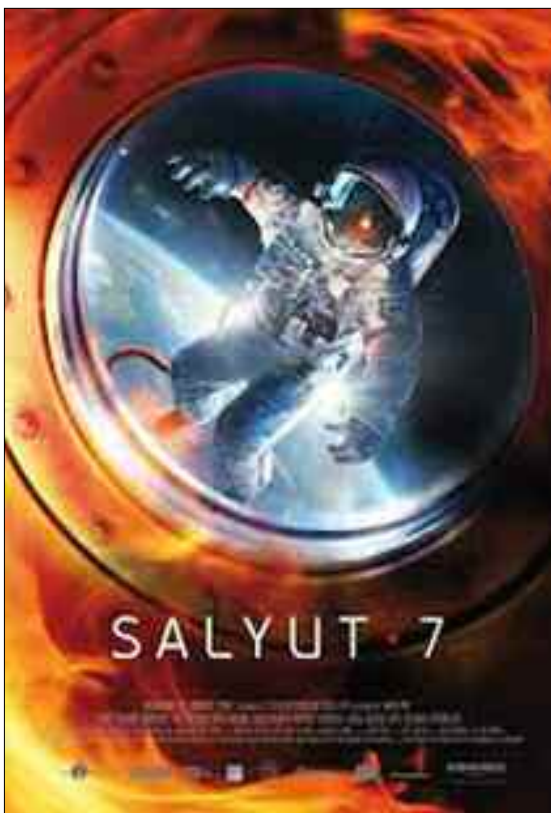


17.50 Hôtels mythiques
19.45 Arte journal
20.55 Rio Lobo
21.00 The Queen
22.45 John Wayne, l'Amérique à tout prix



14.15 Snooker : Open d'Irlande du Nord
17.00 HS 134 messieurs
17.45 2e manche
18.00 Sarsborg / Viking
20.00 Snooker : Open d'Irlande du Nord
22.45 Snooker : Joy of Six

Sélection



Ciné Frisson - 20.50 Salyut-7

Téléfilm d'action de Klim Shipenko

→ En juin 1985, les autorités spatiales soviétiques perdent le contact avec la station Salyut 7, inoccupée depuis plusieurs mois. Deux cosmonautes, Vladimir Fedorov et Viktor Alekhine, sont envoyés vers la station avec pour objectif de réactiver les systèmes de commande du module et d'éviter sa chute sur Terre.

Ciné Premier - 22.40 Quelques minutes après minuit

Film fantastique de JA Bayona

→ Conor, treize ans, souffre beaucoup de voir sa mère affaiblie par le cancer. Alors que celle-ci vient de commencer un nouveau traitement, l'adolescent redoute la nuit et ses cauchemars. Harcelé à l'école, délaissé par un père absent, il subit également l'autorité de sa grand-mère.



Ciné Frisson - 22.44 Watchmen, les gardiens

Film fantastique de Zack Snyder

→ Dans une Amérique alternative de 1985, alors que la tension entre les États-Unis et l'Union Soviétique est à son paroxysme et que la guerre nucléaire menace, un groupe de super héros retraités mène l'enquête sur le meurtre étrange de l'un d'entre eux.

**PATRIMOINE
IMMATÉRIEL
DE L'HUMANITÉ**

**VINGT-NEUF NOUVEAUX
ÉLÉMENTS INSCRITS**

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a inscrit 29 éléments sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, lors de la session de cette année, ouverte lundi et qui se tient en ligne jusqu'au 19 décembre, annonce l'agence onusienne sur son site Internet. Lors de cette 15^{ème} session «Les savoirs, savoir-faire et pratiques liés à la production et à la consommation du couscous» ont été inscrits à la liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité au nom de l'Algérie, de la Mauritanie, de la Tunisie et du Maroc. La Tunisie a également inscrit «La pêche à la charfiya aux îles Kerkennah» sur cette liste alors que «l'art de la miniature» a été classé par l'Azerbaïdjan et l'Iran.

Dans le monde arabe Le «tissage traditionnel Al Sadu» a été classé au nom de l'Arabie saoudite et du Koweït, «La course de dromadaires, pratique sociale et patrimoine festif associés aux dromadaires» au nom des Emirats arabes unis et du Sultanat d'Oman, «Al Aflaj, système traditionnel d'irrigation» au nom des Emirats arabes unis.

Le continent africain compte, en plus du couscous et de La pêche à la charfiya, le classement de la «danse budima» au nom de la Zambie et de «l'art de fabriquer et de jouer la mbira/sanza, lamellophone traditionnel» au Malawi et au Zimbabwe.

Entre autres éléments classés lors de cette session «l'art musical des sonneurs de trompe» (France, Belgique, Luxembourg, Italie), «la culture du sauna» (Finlande), «le ftira, art culinaire et culture du pain plat au levain» (Malte), «les chevaux du vin» (Espagne), «les savoir-faire en mécanique horlogère et mécanique d'art» (France et Suisse) «la culture apicole dans les arbres» (Pologne et Biélorussie) ou encore «la fabrication de la poterie de Zlakuša» (Serbie).

Les techniques et les connaissances traditionnelles liés à la conservation et à la transmission de l'architecture en bois au Japon, la culture des hawkers à Singapour (pratique culinaire), la cérémonie Ong Chun: les rituels et les pratiques associées pour entretenir le lien durable entre l'homme et l'océan (Chine et Malaisie), ou encore le jeu traditionnel Togyzqumalaq (Kazakhstan, Kirghizistan et Turquie) figurent également sur cette liste.

La Liste représentative du patrimoine culturel immatériel comprend actuellement 492 éléments.

R. C.

Etablissements de formation artistique et culturelle Bendouda inaugure l'année universitaire 2020-2021

A l'Ecole nationale supérieure des Beaux-arts (Esba), la ministre a fait le tour des différents départements de l'école dont l'atelier de gravure, une spécialité jusque-là dispensée dans cet établissement comme module.

Sur place, la ministre a entendu les doléances des enseignants et encadreurs qui ont plaidé pour l'enseignement de la gravure, spécialité très demandée par les étudiants et utilisée dans l'industrie du livre, comme une discipline à part entière.

La ministre a promis de mettre à la disposition des formateurs le matériel nécessaire pour dispenser cette spécialité, au même titre d'ailleurs que la sculpture et le design, actuellement enseignées à l'Esba. Dans son allocution d'ouverture, Malika Bendouda a rappelé le contexte sanitaire «particulier» dans lequel intervient la rentrée universitaire cette année en raison de la pandémie de coronavirus.

Insistant sur la formation, une des priorités de son département, Mme. Bendouda a appelé à ce titre que les programmes de formation artistique doivent désormais répondre aux «exigences économiques actuelles en privilégiant, dit-elle, l'entrepreneuriat artistique.

Elle a appelé, à ce titre, les étudiants et diplômés des Beaux-arts à s'impliquer davantage dans des projets d'intérêt public requérant leurs compétences et leur savoir-faire. Evoquant la bande des-



La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a supervisé dimanche à Alger l'ouverture officielle de l'année universitaire en cours dans les établissements de formation artistique et culturelle, placés sous sa tutelle.

sinée, un art ne figurant pas dans les programmes de formation artistique, la ministre a fait savoir que les étudiants des Beaux-arts pourront suivre prochainement une «formation spécialisée» dans le neuvième art. Cette discipline sera «enseignée comme module», dans une première étape, avant de devenir une «spécialité à part entière dès l'année prochaine», a appuyé le directeur de l'Esba, Djamel Laârouk.

L'Ecole des Beaux-arts accueille pour l'année universitaire en cours 65 nouveaux bacheliers qui ont opté pour une formation supérieure dans cet

établissement qui compte 300 étudiants, inscrits dans les différentes spécialités.

A l'Institut national supérieur de musique (Insm), la ministre de la Culture et des Arts a écouté les préoccupations des enseignants qui ont soulevé notamment des lacunes liées à la formation et au recrutement des formateurs, mais aussi à l'hébergement des étudiants dans un «institut qui ne dispose que de 150 lits», a-t-on appris.

Son directeur, Abdelkader Bouazzara, a fait savoir que «30 nouveaux étudiants» sont inscrits pour l'année universi-

taire en cours à l'Insm et que la première promotion ayant suivi une formation dans le cadre du système LMD (Licence-master-doctorat) sortira en juillet prochain, a-t-il indiqué.

La formation artistique et culturelle, graduée et post-graduée, inclut les domaines des Beaux-arts, la musique, la conservation et la restauration des biens culturels ainsi que les métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel, dispensés par quatre établissements sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts.

R.C.

Bataille de libération d'El-Qods

Abou Mediène Chouaïb Al Ghaout était aux avant-postes

Le chercheur en soufisme et membre fondateur de la Ligue des Oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (Lopis), Kamal Chekkat a indiqué que le Fakh (expert en jurisprudence), l'imam de référence et le soufi Abou Mediène Chouaïb Al Ghaout avait diffusé le savoir en Algérie et conduit les Algériens dans la bataille pour la libération de El-Qods au XII^e siècle.

Exemple éminent de soufis authentiques, Abou Mediène Chouaïb Al Ghaout ne s'est pas intéressé uniquement au spirituel mais aussi à l'apprentissage et à l'enseignement des sciences de la religion et de la vie et a même participé à la bataille pour la libération d'El-Qods en Palestine, a précisé M. Chekkat lors d'une émission sur la chaîne 2 de la Télévision algérienne intitulée «l'Algérie terre de paix, de sciences et de tolérance».

Il a expliqué que ce grand savant «avait formé une armée d'Algériens qu'il a conduit pour la libération d'El-Qods», ajoutant que le quartier des Maghrébins avec sa cé-

lèbre porte et le Mur El-Bouraq «étaient une propriété algérienne», et que «de nombreuses familles d'origine algérienne vivent encore à ce jour en Palestine, notamment à El-Qods et dans la Bande de Ghaza». Dans le documentaire intitulé «Macir Raai» (Destin d'un berger), projeté, lors du rendez-vous hebdomadaire de Canal Algérie ciné thématique, présenté par Amir Nebbache, le réalisateur Abderrahmane Benaarous, a mis en relief le parcours de vie de ce soufi et son rôle dans la diffusion du savoir en Algérie, notamment dans la conduite de milliers d'Algériens lors de la bataille de Hattin, en 1187, grâce à laquelle El Qods fut libérée.

«Pour participer à la libération d'El Qods, il prend le départ de Bejaia, à l'âge de 75 ans, à la tête de mille cavaliers et le double de fantassins avant d'être suivi après par des milliers d'autres issus de différentes villes algériennes mais aussi maghrébines», révèle-t-on dans ce film. Le réalisateur rappelle aussi comment,

en reconnaissance de cette participation, Salah Eddine El Ayoubi a ordonné l'établissement en son nom un «Wakf» comprenant plusieurs biens et qui va de «Bab El Maghariba» à «Bab El Silsilia», deux portes principales du mur ouest de la mosquée El Aqsa, appelé le «Mur El Bouraq». Cette propriété a été répartie entre Algériens et Maghrébins, qui ont choisi de rester là-bas, après la libération d'El Qods. Né à Santillana dans la région de Séville (Espagne) au XII^e siècle et destiné à la vie de berger, Abou Médiane Chouaïb El Ghouth opta pour la quête des sciences et du savoir. Il se rendit à Fès (Maroc) au il étudia auprès d'illustres érudits comme Ibn Hirzim et Abou Yaaza. En revenant des Lieux Saints de l'Islam, il s'installa dans plusieurs villes algériennes, telles que Tlemcen et Bejaia.

A la Mecque, il rencontra et étudia auprès de maître soufi Abdelkader El Djilani avant de revenir s'installer à Bejaia. La deuxième partie de cette émission a vu la diffusion d'un

deuxième reportage, réalisé par Ahcene Bouabdallah sur le Cardinal Léon-Etienne Duval, dit «Mohamed Duval», en hommage à lui et à son concitoyen, l'ancien archevêque d'Alger, Monseigneur Henri Teissier, décédé récemment.

Le Cardinal Duval, «n'est qu'officié à Alger de 1954 à 1988 avant son décès en 1996, restera connu pour sa position contre le président français Charles De Gaulle et les politiques coloniales en Algérie et la défense des Algériens et de leur droit à l'autodétermination. Le Cardinal Duval, «n'est qu'un exemple parmi tant d'autres qui ont trouvé en Algérie, la terre du vivre ensemble et de la tolérance», a conclu Kamal Chekkat, soulignant cette réputation à travers de nombreux faits historiques au niveau mondial, en tant que terre d'asile pour des milliers de juifs fuyant la persécution chrétienne en Espagne et en tant que patrie de l'Emir Abdelkader qui a sauvé des milliers de Chrétiens à Bilad Al-Cham (Syrie).

R.C.

Club sportif amateur Le MCO, le RCK et la JSMB élisent leurs présidents

→ **Mohamed Bensenouci a été élu nouveau président du Club sportif amateur du MC Oran lors de l'assemblée générale élective tenue dimanche soir à Oran.**

Bensenouci (64 ans), vice-président du bureau exécutif sortant du CSA et qui a exercé au sein du staff dirigeant du CSA depuis près de 40 ans, a décroché 44 voix devant de deux voix son seul concurrent dans la course, en l'occurrence, Baroudi Bellelou, qui en a récolté 42. Le nouveau président du CSA/MCO, dont le club détient la majorité des actions de la société sportive par actions de l'équipe de football, succède ainsi à Tayeb Mahiaoui, patron de la SSPA depuis août dernier. Lors de l'assemblée générale ordinaire du CSA/MCO, tenue la semaine passée, Mahiaoui a vu son bilan moral adopté, mais celui financier rejeté, rappelle-t-on.

RCK : Chaâbane élu président

Par ailleurs, Rafik Chaâbane a été élu président du Club sportif amateur du RC Kouba pour le prochain mandat olympique 2021-2024, lors de l'assemblée générale élective (AGE) organisée



■ Bensenouci succède à Mahiaoui qui a vu son bilan financier rejeté. (Photo > D. R.)

dimanche au stade Mohamed-Ben Hadad de Kouba (Alger). Chaâbane, qui a dirigé le CSA l'année dernière en remplacement de Mohamed-Seghir Farès, démissionnaire, a obtenu 15 voix contre 11 pour l'autre candidat, Mouloud Boudina, un ancien membre du bureau exécutif.

Lors de cette AGE, 26 membres étaient présents sur un total de 29. Outre le président élu, le nouveau bureau exécutif du CSA/RCK comprend cinq membres, à savoir Kamel Talbi, Sid-Ali Rahem, Abderrahmane Guerfi, Abdallah Belhout et Samir Bouteldja.

Sur le plan footballistique, le RC Kouba reprendra les entraînements au courant de cette semaine, sous la direction de l'entraîneur Abdennour Hamici, suite au feu vert donné par les pouvoirs publics, en prévision du début du championnat de Ligue 2 en février 2021.

JSMB : Abderrahmane Messaoudi nouveau président

Enfin, Abderrahmane Messaoudi a été élu président du Club sportif amateur de la JSM Béjaïa pour le prochain mandat olympique 2021-2024, a annoncé le club de la Soummam sur sa page Fa-

cebook. Le nouveau président et les membres de son comité exécutif ont été élus à la grande majorité (21 voix oui, 4 voix non et 1 abstention). La candidature de Farès Addoui a été refusée par la commission de recueil des candidatures. L'assemblée générale élective devait se dérouler jeudi dernier, avant d'être reportée, faute de quorum. Vingt membres seulement sur les 104 composant l'AG étaient présents. Sur le plan footballistique, la JSMB, dirigée sur le banc par le nouvel entraîneur Karim Khouda, effectue à partir de dimanche un stage bloqué à Béjaïa, suite au feu vert donné par les pouvoirs publics pour la reprise des entraînements. La reprise sera assurée par l'entraîneur-adjoint Yacine Abdiche et le préparateur physique Salim Zaâbar, en attendant l'arrivée de Karim Khouda, prévue «au courant de la semaine», précise la même source. Le coup d'envoi de la compétition est prévu en février 2021.

Voici par ailleurs la composante du nouveau bureau du CSA :

Président : Abderrahmane Messaoudi
Membres : Djamel Bouchetta, Kamel Tebbane, Mourad Seddar, Azzedine Messaâdi, Mustapha Ouakouche.

R. S.

EN DEUX MOTS

Judo : L'Algérie championne d'Afrique par équipes

La sélection nationale algérienne de judo a remporté le titre par équipes mixte (3x3) des 41^{es} championnats d'Afrique des nations seniors qui ont pris fin, dimanche à Antananarivo à Madagascar. L'équipe algérienne s'est imposée en finale face au Sénégal sur le score de 3 à 2, grâce à Amina Belkadi vainqueur de A. Faye, Mohamed Sofiane Belrekaa qui a défait Ndiayé et Fethi Nourine qui a battu Gaye M., alors Sonia Asselah a été battue en super lourd, par Sagna. Exemptée en quart de finale, exempt, l'équipe algérienne composée de Fethi Nourine (-73kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Sofiane Belrekaa (+100kg), Sonia Asselah (+78kg) et Amina Belkadi (-63kg), s'était imposée en demi-finale devant le Gabon (3-0), avec les succès de Nourine sur Nze Nkala, Benamadi devant T. Kouamba et Asselah face à Mazouz. De son côté, le Sénégal exempté du quart, s'est qualifié difficilement aux dépens de Madagascar (4-3). Les médailles de bronze par équipes mixte (3x3) sont revenues à Madagascar et au Kenya.

Sélection U17

Vers une double confrontation en amical face au Sénégal

→ L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) pourrait affronter à deux reprises le Sénégal en amical, les 26 et 28 décembre au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), a indiqué dimanche la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre de la préparation en vue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu en janvier prochain à Alger

et qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, dont la phase finale se jouera en mars au Maroc. La FAF est dans l'attente de la confirmation de ces deux joutes amicales, précise-t-elle. Les joueurs du sélectionneur national Mohamed Lacet sont en stage bloqué à Sidi Moussa à partir de lundi, et ce, jusqu'au 28 décembre, en présence de 31 joueurs dont 16 évoluent dans des championnats étrangers.

Liste des 31 joueurs convoqués :

Hamza Boualem (USM Alger), Boumenbouche Abdelaziz (Académie FAF), Zaoui Salah Eddine (Académie FAF), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Cherdoudi Brahim El Khalil (ASO Chlef), Bouzahzah Ouanisse (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjenanet), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Benahmed Zineddine (RC Relizane), Abdellaoui Noham (AS Saint-Etienne/France), Aid Alamin Mohamed (Olympique lyonnais/France), Beghdadi Yanis

(Stade de Reims/ France), Boukouche Amine (Union Sportive D'Orléans/ France), Dougui Adam (Queens Park Rangers/ Ecosse), Hadji M'hamed Younes (Stade de Reims/ France), Kheir Rayan (ex-Olympique de Marseille/ France), Kraouche Rayan Mehdi (FC Metz / France), Lagha Yanis Alladoun (Olympique lyonnais/ France), Lounici Mohand Mokrane (FC Sochaux/ France), Mahious Nadir (Montrouge FC 92 / France), Moussaoui Imran (Olympique de Marseille/ France), Nottebaere Djibril (Amiens SC/ France), Ouali Massile (En Avant Guingamp/ France), Ouchouache Anis (Amiens SC/ France), Zuliani Edhy Yvan (Toulouse FC/ France). ■

WA Tlemcen

Confiance renouvelée en l'entraîneur Aziz Abbès

→ L'entraîneur du WA Tlemcen, Aziz Abbès, a indiqué dimanche qu'il bénéficiait d'une totale confiance de la part de la direction de son club, nouveau promu en Ligue 1 de football, malgré son départ raté en championnat.

«Les dirigeants du WAT m'ont assuré de leur confiance au cours de la réunion qu'on a tenue samedi. Ils m'ont demandé de poursuivre mon travail dans la sérénité, d'autant que l'équipe montre un bon visage depuis le début de l'exercice, même si les résultats ne suivent pas», a déclaré le coach à l'APS. De retour parmi l'élite après sept saisons passées entre les deuxième et troisième paliers, le WAT a obtenu seulement deux points sur douze possibles, au cours des quatre premières journées du championnat.

«Certains ne tiennent pas en compte le fait qu'on soit la seule équipe à avoir disputé trois matches en déplacement en quatre journées. Ce n'est pas aussi facile de faire face à une telle programmation, surtout après de longs mois d'inacti-

tivité», a encore souligné l'architecte de la montée des «Zianides» dans la cour des grands.

L'autre motif qui justifie, selon le même technicien, le départ raté des gars de Tlemcen dans le championnat, est la succession des cas Covid-19 parmi ses joueurs, «un état de fait qui s'est répercuté négativement sur la forme des concernés une fois de retour sur les terrains», a-t-il dit.

Aziz Abbès a poursuivi qu'il tablait énormément sur les deux prochaines rencontres de son équipe, programmées toutes les deux à domicile contre l'US Biskra et la JSM Skikda, mercredi et dimanche prochains pour le compte des 5^e et 6^e journées.

«Nous allons faire en sorte de remporter notre première victoire de la saison. Certes, le manque d'expérience et de réalisme de mes attaquants sont en train de nous jouer un mauvais tour, mais on est déterminés à provoquer le déclic à l'occasion de ces deux matches de suite chez nous», a-t-il conclu. ■

AS Khroub

Zoubir Aribi, nouveau président

→ Le staff administratif du club de football de l'Association sportive d'El Khroub, qui évolue en Ligue 2, a installé dimanche en fin d'après-midi, Zoubir Aribi, au poste de président du club en prévision de la nouvelle saison 2020-2021 de L2, a annoncé la direction de l'équipe des diables rouges. L'installation du nouveau président de ce club s'est effectuée lors d'une assemblée générale élective des actionnaires de la société sportive par actions, tenue au siège de l'ASK, a indiqué le manager général de l'équipe, Abdelhak Khamasse, précisant que Aribi était l'unique candidat qui s'est présenté à la présidence de ce club. Zoubir Aribi, qui a déjà occupé le même poste à l'ASK lors de la saison 2015-2016, succède à l'ancien président Maamar Dib après plus de trois

mois de la démission de ce dernier, a expliqué Khamasse.

Auparavant le staff administratif de l'ASK se dirigeait vers l'installation d'un directoire faute de candidats au poste de président du club, a fait savoir, de son côté, le chef du service de l'activité sportive auprès de la DJS, Abdelhamid Houam, soulignant que cette démarche a permis de mettre fin à la vacance à la tête de ce club sportif amateur.

Pour sa part, l'entraîneur de l'ASK, El Hadi Khezzer, a révélé que la reprise des entraînements est prévue ce lundi, dans le cas où le résultat du test PCR de dépistage du coronavirus, effectué par les joueurs, s'avère négatif, notant que l'objectif du club pour cette saison est de former une équipe compétitive. ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger.
Tél. : 021 6710.44 / 6710.46
Fax : 021 6710.75
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune.**
Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**
Directeur commercial : **Ouahid Kouba**
Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**
Tirage : 2500 exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SEI**
Diffusion centre : **SEDICOM**
Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : **lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.**
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Judo

L'Algérie championne d'Afrique par équipes

le match à suivre

Sélection U17

Vers une double confrontation en amical face au Sénégal

football

AS Khroub

Zoubir Aribi, nouveau président

Football

La JS Bordj-Ménaïel veut enchaîner avec une autre accession

→ Après de nombreuses années de purgatoire, la JS Bordj-Ménaïel a réalisé une belle performance en retrouvant la division amateur, et ceci, grâce au rôle des supporters qui n'ont pas démerité afin que l'objectif soit atteint, mais aussi grâce à des hommes dévoués à l'image de Naili Samir, Bourahla, Bournissa Djamel et autres dirigeants qui ont réussi le pari de mener à bon port la JSBM.

En effet, le club de feu Tahanouti Ali, Hadj Moh Rabah, Takdjerad Hocine, Hamadache Said, Djouab Ramdane, Taourirt mohamed, Ali Amrous, Mezali Mohamed, Boualem Ghalem, Amazouz Youcef, Kadem dit Mitih, Miloudi Said, Rachid Omar, Amrous Bouyete, Amrous Amar et des centaines d'autres, s'est accaparé la première place après un remarquable parcours en division inter-région. C'est dire que la formation des Coquelicots a exercé une suprématie sur tous les plans. Le mérite revient aussi aux joueurs qui ont adhéré à la ligne de conduite du club et également au staff technique.

De l'avis de tous, le public ménaïli a été pour beaucoup dans cette performance. Il est le principal artisan de l'accession après les sacrifices consentis pour mettre les joueurs dans de bonnes conditions. L'avenir sera difficile face à des équipes que la JSBM retrouve, à l'image des deux formations de la wilaya de Boumerdès, Khemis el Khechna et Reghaïa, mais aussi Beni-Douala, Berhoum et autres.

Les supporters ont même été contraints de faire du porte-à-porte pour ramasser de l'argent afin de venir en aide aux joueurs, ce qui a permis à la JSBM de terminer la saison en apothéose comme en témoignent les dix points d'avance sur son dauphin immédiat. Outre cette consécration, il faut dire que l'ex-Jil Sakakine du BCR a retrouvé son public comme l'atteste cet engouement populaire au point où le stade Chahid-Salah s'est avéré exigu pour contenir le nombre élevé des fans. Cependant, ce qui est incompréhensible au niveau du stade, la tribune officielle qui a été rasée par le séisme du 21 mai 2003, n'a en aucun cas été construite. Bien au contraire, les élus locaux de jadis n'ont



■ La JSBM veut terminer sur la lancée.

(Photo > D. R.)

pas trouvé mieux que de l'entourer par des tôles pour servir de salle de prière, la mosquée Mansouri-Mohamed, étant «hors service». Maintenant que ce lieu de culte a été reconstruit grâce aux bienfaiteurs de Bordj-Ménaïel et de toute la région, qu'attendent les autorités locales et la wilaya pour dégager l'enveloppe nécessaire pour la reconstruction de la tribune officielle ?

Maintenant que le club a accédé à un palier supérieur, il est certain que le facteur temps ne joue pas en faveur des Coquelicots qui ne veulent pas rater une autre accession, comme l'ont si bien dit certains fans du club afin d'atteindre la Nationale deux. Si bien entendu le championnat reprend avec cette pandémie du Covid-19 qui a mis le football en mode pause.

La JSBM a les possibilités de rivaliser avec les grosses cylindrées, à condition d'y croire et de mettre les mécanismes nécessaires avec la contribution de toutes les parties concernées : les autorités locales, sans oublier le wali de Boumerdès, le président de l'APW qui ensemble doivent impérativement s'impliquer pour trouver les solutions nécessaires pour le renouveau de la JSBM et la relance du sport-roi qui a été de tout temps un fief de football. «En football, il ne faut pas craindre un challenge quand on a la certitude de pouvoir le relever», dit-on à Bordj-Ménaïel. Qui ne connaît pas cette formation de football qui autrefois faisait partie de l'élite, qui a joué une finale de Coupe d'Algérie en 1987 face à l'USM El Harrach qu'elle avait perdue 1-0, but inscrit par le

lutin Meddane Hakim qui, logiquement, était suspendu pour cumul de cartons, mais grâce à un arrangement du président Ali Tahanouti, la Fédération algérienne de football et le président de l'USMH se sont mis d'accord afin que Meddane participe à cette fête. La formation des Coquelicots a été toujours un club de défis. Par ailleurs, on attend avec impatience le redémarrage des travaux du projet du complexe omnisport situé du côté de Dra El Kahoua qui est à l'arrêt depuis plusieurs années. C'est une nécessité.

Kouider Djouab

A voir

■ BeIN Sports 1 : Arsenal - Manchester City à 21h
 ■ BeIN Sports 2 : Real Sociedad - Atlético Madrid à 19h45

La Der

Handball : le MJS et l'ES Arzew préparent la venue de la commission de l'UAH

La préparation de la venue à Oran d'une commission de l'Union arabe de handball pour trancher sur la candidature de l'ES Arzew en vue d'organiser le championnat arabe des clubs en octobre 2021, a été à l'ordre du jour d'une rencontre présidée par la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri, en présence du président du club concerné.

Tous les aspects organisationnels ayant trait à l'évènement arabe ont été passés en revue au cours de cette réunion, tenue en fin de semaine à Alger, «afin de mettre tous les atouts du côté de l'ES Arzew pour décrocher l'accord définitif de l'UAH», a indiqué dimanche à l'APS, le président de la formation de la banlieue

oranaise, Amine Benmoussa. Il s'est dit, en outre, «réjouï» par l'engagement de la représentante des pouvoirs publics pour assister le club pensionnaire de la division d'Excellence à organiser la compétition dans d'excellentes conditions.

«Il a été décidé que le championnat arabe de handball soit intégré dans le programme de préparation des Jeux méditerranéens que va abriter Oran lors de l'été 2022, ce qui constitue déjà un gage de réussite pour cette épreuve arabe qu'aucun club algérien n'avait accueillie par le passé», a ajouté encore le même dirigeant. Il y a quelques jours, la Fédération algérienne de handball avait reçu l'accord de principe de

l'instance arabe de la discipline pour l'organisation par l'ES Arzew du championnat arabe des clubs de l'édition d'octobre 2021, en attendant la visite d'inspection de la commission spécialisée de l'UAH pour établir son rapport final. Dans cette perspective, il a été convenu que la tutelle, en collaboration avec la FAH et les autorités locales d'Oran, ainsi que le comité d'organisation des JM, mettent tout en œuvre pour avoir l'accord final de l'UAH, et surtout réussir une organisation du premier ordre au cas où le championnat en question se déroule à Oran et Arzew, a-t-on encore précisé de même source.